

**COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE**

du

MERCREDI 18 AVRIL 2007

Après-midi

**COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT**

van

WOENSDAG 18 APRIL 2007

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 35 par M. André Frédéric, président.

01 Question de Mme Marleen Govaerts au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les missions des assistants de prévention et de sécurité" (n°s 14820 et 14908)

01.01 Marleen Govaerts (Vlaams Belang) : Le plan stratégique de sécurité et de prévention 2007-2010 de Saint-Trond comporte un chapitre Surveillance des hôpitaux. Le bourgmestre de cette ville, M. Vandenhove, estime en effet que les hôpitaux remplissent une fonction publique et qu'il peut donc y assigner des assistants de prévention et de sécurité. À cette fin, il essaie de contourner la définition des compétences de ces assistants en prétendant que ceux-ci ne font qu'assurer une surveillance et ne remplissent aucune mission de gardiennage.

Il ressort clairement de la réponse du ministre à ma question écrite à ce sujet qu'il est interdit de faire appel à des assistants de prévention et de sécurité dans des terrains privés.

Le ministre rappellera-t-il à l'ordre les bourgmestres qui recourent à leurs assistants de prévention et de sécurité à des fins impropres ? Ou peuvent-ils utiliser les services de ces agents dans des hôpitaux et sur les parkings adjacents parce que les hôpitaux remplissent une fonction publique ou parce que ces agents n'y assurent qu'une mission de surveillance ?

01.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : En réponse à la question écrite qui m'a été posée à ce sujet, j'ai déjà eu l'occasion de dire clairement qu'il ne peut être fait appel à des assistants de prévention et de sécurité que sur le domaine public, dans les espaces publics et dans les lieux auxquels le public peut avoir accès et qui sont gérés par les pouvoirs publics. Ailleurs, c'est donc expressément interdit.

L'hôpital de Saint-Trond est géré par l'asbl Caritas et il s'agit donc clairement d'un lieu privé. Les assistants de prévention et de sécurité n'ont aucun pouvoir de police et ils ne peuvent dès lors assurer la sécurité sur des terrains privés. Par conséquent, ils ne peuvent opérer ni en milieu hospitalier ni sur des parkings. Les hôpitaux doivent faire appel à des sociétés de gardiennage privées.

Je veillerai à ce que la loi sur le gardiennage soit respectée.

01.03 Marleen Govaerts (Vlaams Belang) : Le bourgmestre de Saint-Trond outrepassé donc clairement ses droits.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État à la Simplification administrative, adjoint au premier ministre, sur "l'obtention d'un extrait du registre de la population après la suppression du timbre fiscal" (n° 14714)

02.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Depuis le premier janvier 2007, le timbre fiscal n'est plus un moyen de paiement. Cette suppression concerne aussi les extraits du registre de la population. Certaines communes réclament cependant encore une taxe communale et/ou des frais administratifs.

Le ministre dispose-t-il d'une liste des communes qui délivrent gratuitement les extraits ? Est-il possible de généraliser la gratuité de ces extraits ? Et que penser du fait que dans les communes où il faut payer pour obtenir les documents, le délai d'attente est plus long étant donné que les extraits ne sont envoyés qu'après réception du paiement ?

02.02 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : L'utilisation du timbre fiscal entraînait beaucoup de contraintes, tant pour les citoyens que pour les administrations.

Ce Parlement a aboli à l'unanimité le Code des droits de timbre et ceci à partir du 1^{er} janvier 2007. Il en résulte que depuis cette date, les fonctionnaires communaux ne doivent plus coller de timbres fiscaux fédéraux sur les documents qu'ils établissent.

En décembre 2006, des lettres d'information ont été envoyées aux communes pour les informer de l'abolition du droit de timbre fédéral. Dans cette lettre, il était également demandé aux villes et aux communes de supprimer leurs droits locaux sur les documents. Un grand nombre de documents peuvent ainsi facilement être transmis par le biais de l'internet.

Les villes et les communes disposent de l'autonomie fiscale et l'annulation des droits locaux n'est pas une compétence fédérale. Néanmoins, quantité d'autorités locales ont déjà décidé dans l'intervalle de renoncer à leurs droits locaux, comme Genk, Ardooie, Knokke, Bredene, Ostende, Oostkamp, Nazareth, Beernem, Herselt, Dixmude, Koekelare, Hasselt, Evergem, Sint-Martens-Latem, Bornem, Hal, Vleteren, Heuvelland, Lede, Wellin et Eghezée.

Wervik et Courtrai renonceront à leurs droits sur les documents à partir du 1^{er} mai 2007. Menin se prononce aujourd'hui sur l'annulation. Furnes veut maintenir une rétribution de 2 euros par document.

Nous déplorons le choix de certaines villes et communes de maintenir les droits de timbre locaux. Les faibles recettes ne compensent pas les frais de fonctionnement et la charge administrative pour le personnel.

02.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Le problème réside bien sûr dans l'autonomie des communes. Je me réjouis que certaines villes et communes renoncent quand même à leurs droits locaux aujourd'hui, parce qu'elles se rendent compte que leur coût est plus élevé que leur revenu en la matière. J'espère qu'à terme, l'ensemble des communes renonceront à leurs droits de timbre.

L'incident est clos.

03 Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Simplification administrative, adjoint au premier ministre sur "le mémorandum de JCLUB.be" (n° 14912)

03.01 David Geerts (sp.a-spirit) : Les coupoles des divers Conseils de la Jeunesse constatent dans leur mémorandum que malgré la régionalisation de la politique relative à la jeunesse, le législateur fédéral continue d'exercer une influence importante en la matière. Les organisations de jeunes émettent dès lors le souhait de devenir un interlocuteur de l'État fédéral et demandent de disposer d'un point de contact interdépartemental.

Le secrétaire d'État s'est-il déjà concerté avec les différentes fédérations faitières ou avec JCLUB et quels sont les résultats de ces consultations ? Existe-t-il au sein de votre cabinet un point de contact chargé de se pencher sur les incidences de la politique sur les jeunes ?

03.02 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : J'ai lu le mémorandum avec beaucoup d'intérêt. Je me félicite que les trois coupoles aient uni leurs efforts et parlent ainsi d'une voix plus forte. La fédération reconnaît que des efforts ont été fournis au cours de cette législature en matière de simplification administrative, tout en ajoutant qu'il reste un travail considérable à réaliser en la matière. Elle insiste pour qu'un véritable poste de ministre de la simplification administrative soit créé pour la prochaine

législature.

De nombreuses mesures prises par ce gouvernement ont eu une influence directe ou indirecte sur les mouvements de jeunesse. Dans le cadre de mes compétences, chaque mesure a été précédée d'une concertation. Le 14 décembre 2005, j'ai participé à une réunion avec la Vereniging van de Vlaamse Jeugddiensten en Consulanten, la Vlaamse Federatie van Jeugdhuisen, la KLJ, les JeF, le Steunpunt Jeugd et Fuifpunt.

Une concertation a été menée avec ces organisations pour corriger les initiatives du gouvernement ou du Parlement en matière de simplification administrative. Ce processus a débouché sur la suppression de la licence pour débit de boissons, la simplification de la loi relative au commerce ambulant et la modification de la loi relative aux volontaires.

Au sein de ma cellule stratégique, chaque expert a sa propre compétence. Chaque proposition est soumise à un test préalable auprès des groupes cibles.

03.03 David Geerts (sp.a-spirit) : Si je vous concède que de nombreuses mesures positives ont déjà été prises, je préconise toutefois une concertation interdépartementale et structurelle puisqu'une série de compétences sont restées fédérales.

L'incident est clos.

04 Question de M. Patrick De Groote au secrétaire d'État à la Simplification administrative, adjoint au premier ministre sur "la simplification administrative" (n° 15008)

04.01 Patrick De Groote (N-VA) : Dans un article de presse du 7 mars 2007, le secrétaire d'État invite tout le monde à visiter le musée Kafka à son cabinet. Ces quatre dernières années, il aurait abrogé plus de deux cents lois, ce qui aurait réduit la bureaucratie d'un quart et les charges de 1,7 milliard d'euros.

Comment ce calcul a-t-il été effectué ? Le secrétaire d'État pourrait-il fournir un aperçu des lois simplifiées ou abrogées et de l'impact financier qui en découle ? Quel est le gain par groupe cible ?

04.02 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les chiffres sont basés sur l'étude du Bureau fédéral du Plan de 2005, qui a révélé une réduction de 25 % des charges administratives en deux ans, ce qui représente un montant de 1,7 milliard d'euros. Cette étude et la méthodologie sont disponibles sur le site internet du Bureau du Plan ainsi que sur mon site.

Tous les engagements pris dans l'accord de gouvernement de juillet 2003 en matière de simplification ont été réalisés. En outre, je me suis attelé à plus de deux cents simplifications concrètes. Cet aperçu peut être consulté sur le site internet.

Un bureau de mesures sera mis sur pied et sera opérationnel en mai. Ce bureau mesurera l'incidence de la simplification, comme l'a demandé le Conseil européen à la suite du sommet des 8 et 9 mars.

04.03 Patrick De Groote (N-VA) : Vous ne m'avez pas tout à fait convaincu. Ainsi, les médecins dénoncent les modifications législatives instaurées par M. Demotte.

Le gouvernement flamand mesure les charges administratives et l'incidence financière de tous les arrêtés qu'il a adoptés. Les chiffres du Bureau fédéral du Plan restent trop vagues. Le Bureau du Plan indique par ailleurs lui-même qu'il ne s'agit que d'une estimation. Le secrétaire d'État en est conscient et créera dès lors le bureau de mesures.

L'incident est clos.

05 Question de M. Francis Van den Eynde au secrétaire d'État à la Simplification administrative, adjoint au premier ministre sur "le recours aux services du bureau d'avocats de M. Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB" (n° 15029)

05.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Le 27 février dernier, j'ai adressé une question écrite à tous les membres du gouvernement, leur demandant s'ils avaient eu recours aux services du cabinet d'avocats du professeur Uyttendaele de Bruxelles au cours des quatre dernières années et quel a été le coût y afférent. N'ayant pas, à ce jour, obtenu de réponse du secrétaire d'État, je me permets de reposer cette question oralement.

05.02 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Au cours de cette législature, mes services n'ont pas eu recours aux services du cabinet d'avocats concerné.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Muriel Gerkens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la perte d'une source radioactive de cobalt-60 en décembre 2006" (n° 14655)

06.01 Muriel Gerkens (ECOLO): Le 19 décembre dernier, l'Agence fédérale de contrôle nucléaire était informée de la perte d'une source radioactive de Cobalt-60 utilisée dans la fabrication de l'acier d'une industrie de Seraing. Le jour même, des mesures de sécurité sont prises. Le 20 décembre, des informations sont disponibles sur le site de l'agence.

À ce jour, il n'y a pas de nouvelles informations sur le site de l'AFCN. Qu'en est-il ? La barre de Cobalt-60 a-t-elle été retrouvée ? Si non, où en est l'enquête ? A-t-on une explication sur la cause de la disparition de cette source radioactive ? Quelles sont les dispositions toujours en cours ?

06.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Le 19 décembre, la police et l'Agence se sont rendues sur place pour entreprendre les actions nécessaires en vue de retrouver la source et de sécuriser le site. L'auditorat du travail et le parquet de Liège ont été tenus au courant. L'auditorat du travail est descendu sur le site. L'exploitant a décidé de l'évacuation du site et d'en empêcher l'accès.

L'Agence et l'organisme agréé AVC ont fourni le support technique à l'auditorat du travail.

Le 22 décembre 2006, l'autorisation de reprendre les activités sur le site a été accordée, à l'exclusion de la manipulation des sources. L'autorisation de reprendre la manipulation des sources a été accordée à partir du 4 janvier 2007.

À ce jour, le crayon de cobalt-60 n'a pas été retrouvé. Le parquet poursuit son enquête.

La cause de la disparition n'est pas connue.

L'exploitant a organisé une formation destinée au personnel de l'entreprise en matière de danger des rayonnements ionisants et a pourvu à la remise en état du fonctionnement des conteneurs des sources par une entreprise extérieure, au changement de la serrure du coffre-fort servant à stocker les sources et à l'augmentation de la fréquence des contrôles.

En outre, l'exploitant étudie la possibilité d'une meilleure identification des sources radioactives.

06.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : Il est inquiétant de ne pas savoir ce qu'est devenue cette barre de cobalt-60 mais les mécanismes d'information et de protection ont donc bien fonctionné.

L'incident est clos.

07 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les plantations de cannabis" (n° 14793)

07.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Selon les réalisateurs du programme *Telefacts*, les plantations de cannabis ne font pas l'objet d'un contrôle structurel en Belgique Aux Pays-Bas, en revanche, des actions seraient entreprises toutes les deux semaines en vue de démanteler des plantations.

Le ministre pourrait-il fournir des chiffres sur le nombre de plantations démantelées dans notre pays, par Région ?

07.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : La police fédérale distingue cinq catégories parmi les plantations de cannabis démantelées : les mini-plantations (2-49 plantes), les plantations de petite envergure (50-499 plantes), les plantations de moyenne envergure (500-999 plantes), les plantations de grande envergure (au-delà de mille plantes) et les « installations sans autre information ».

La plupart des plantations repérées se situent toujours dans la région frontalière. Les plantations plus éloignées de la frontière relèvent généralement de la catégorie des mini-plantations. Le phénomène persiste donc dans le nord du pays et les bandes qui exploitent ces plantations proviennent généralement aussi des Pays-Bas.

Les plans zonaux de sécurité accordent généralement la priorité au phénomène, principalement dans la région frontalière avec les Pays-Bas. La plupart des plantations ne sont dès lors pas découvertes fortuitement mais à la suite d'une enquête.

Le service central Drogues de la police fédérale s'efforce de dresser la carte nationale du phénomène pour pouvoir établir des liens entre les enquêtes menées dans les différents arrondissements. Une collaboration est également établie avec les gestionnaires de réseaux et les distributeurs d'électricité pour repérer les pics de consommation électrique susceptibles de traduire la présence d'une plantation. La collaboration avec les services d'incendie et l'OVAM sera également développée.

La coopération internationale est cependant cruciale, surtout avec la police néerlandaise. Ce phénomène ne pourra en effet être combattu efficacement que dans le cadre d'une approche internationale. Nous coopérons déjà avec la police néerlandaise à plusieurs niveaux. Au niveau politique, je citerai avant tout le Traité Benelux de 2004 sur la coopération policière, qui a d'ailleurs inspiré le Traité de Schengen III qui pourra bientôt entrer en vigueur en Belgique. Il y a aussi le commissariat de police commun de Heerlen et le Bureau de coopération eurorégionale à Maastricht qui devrait surtout faciliter la coopération judiciaire.

Grâce à toutes ces initiatives, la coopération entre la police belge et la police néerlandaise n'a cessé de se renforcer au cours de ces dernières années, et ceci tant sur le plan structurel que dans le cadre concret des enquêtes. Des actions conjointes ont également été mises sur pied avec des *joint hit teams*.

Cette coopération s'est tellement bien installée que les autorités policières et judiciaires voudraient arriver à un plan de sécurité commun au niveau de l'Eurorégion, un plan dans lequel la lutte contre la drogue serait très certainement une priorité. Si la police et la justice optent pour les mêmes priorités transfrontalières et une approche conjointe, je suis persuadé que les résultats suivront.

07.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Ce problème illustre une fois de plus que notre politique en matière de sécurité revêt un caractère toujours plus international.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Greet van Gool au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'accès aux services d'urgence pour les personnes présentant un handicap auditif" (n° 14813)

08.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : En 2006, le ministre m'a fait part de l'intention d'acquérir un système informatique permettant l'envoi de SMS. Il indiquait aussi que l'accessibilité des services de secours était étudiée dans le cadre des débats sur l'intégration des numéros 100 et 101 dans le numéro unique 112.

Quel est l'état d'avancement du dossier ?

08.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Avant de pouvoir lancer un service SMS pour les sourds et pour les malentendants, il convient de disposer des données de localisation exactes.

Nous mettons actuellement la dernière main au cadre réglementaire obligeant les opérateurs à communiquer le lieu d'émission d'un appel ou d'un message SMS aux services de secours. Il s'agit en l'occurrence d'une compétence de Mme Van den Bossche.

Dans l'attente de ce système, les sourds et les malentendants peuvent déjà utiliser un télécopieur spécial, le « fax pour sourds ».

08.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : J'interrogerai aussi Mme Van den Bossche sur l'évolution de ce dossier. Quoi qu'il en soit, j'espère que le système sera rapidement opérationnel, après la finalisation du cadre réglementaire.

L'incident est clos.

09 Question de M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'avis rendu par le conseil de police de la zone de Lermes relatif au renouvellement du mandat de son chef de zone" (n° 14644)

09.01 Denis Ducarme (MR) : Le renouvellement de mandat du chef de zone par le conseil de police de Lermes s'oppose au rapport de la commission d'évaluation. Les nouveaux conseillers de police du MR ont voté contre ce renouvellement. En effet, outre sa gestion critiquable de la zone, ses absences injustifiées et ses difficultés relationnelles, cette personne semble être sensible à certaines croyances « marginales ». Ainsi, il aurait craint l'arrivée d'un tsunami - dans la région de Thuin ! - et aurait dès lors mis ses équipes en alerte.

Nous pensons, pour garantir la sécurité de la population de cette zone, que l'on ne peut renouveler la confiance à une personne adoptant un tel comportement.

Avez-vous reçu l'avis du procureur général sur ce dossier ? Prendrez-vous bientôt attitude sur cette situation ?

09.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Je n'estime pas opportun de me prononcer sur le fond de la demande de renouvellement de mandat de ce chef de corps, le dossier administratif n'étant pas encore entièrement analysé. J'ai reçu les avis motivés des procureurs généraux près la cour d'appel de Mons et du Hainaut, respectivement les 15 et 20 mars derniers. Ces avis sont défavorables.

Le dossier devrait m'être transmis par l'administration, pour décision, durant ces prochains jours.

09.03 Denis Ducarme (MR) : J'insiste pour que l'on ne laisse pas traîner la situation. Cette personne, dont l'autorité n'est plus respectée, assume toujours la gestion de cette zone à l'heure actuelle.

L'incident est clos.

10 Question de M. Jean-Claude Maene au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le premier bilan d'"eCops" (n° 14828)

10.01 Jean-Claude Maene (PS) : Les internautes peuvent, depuis janvier, signaler diverses infractions à la Police fédérale via le site www.ecops.be. De nombreuses infractions ont lieu sur le net, comme j'ai encore pu le constater récemment sur le blog de Proximus.

Quels sont les moyens à la disposition de ce service ? Combien d'infractions ont-elles déjà été signalées ? De quel type d'infractions s'agit-il ? Ces infractions ont-elles été transmises à la Federal Computer Crime Unit (FCCU) ? Quel suivi celle-ci a-t-elle assuré ?

10.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : La section recherches sur internet de la FCCU est composée de 2,5 ETP - « emplois personnel policier opérationnel » - pour le suivi de tels signalements sur ecops.

Deux informaticiens de la FCCU s'occupent de l'élaboration technique du système ecops. Le matériel informatique est composé d'un serveur web, d'un serveur relais, d'un serveur base de données et d'un système « UPS » de back-up en cas de panne d'électricité.

Jusqu'à présent, 2.461 signalements ont été reçus, dont 402 étaient destinés au SPF Économie - publicité illégale, spams et pratiques commerciales illégales; 2059 signalements étaient destinés à la FCCU.

Je peux vous remettre un tableau reprenant quelques chiffres concernant les signalements, mais qui n'ont pas nécessairement donné lieu au constat d'une infraction.

Tous les signalements sont transmis à la FCCU, qui gère techniquement le site web ecops.

Les signalements pour lesquels le SPF Économie est compétent sont transmis automatiquement à ce service. Les signalements pour lesquels la FCCU est compétente sont traités par les enquêteurs de la section recherches sur internet.

L'incident est clos.

11 Question de M. Mohammed Boukourna au ministre des Affaires étrangères sur "la problématique des sans papiers afghans en grève de la faim à Bruxelles" (n° 14646)

11.01 Mohammed Boukourna (PS) : La grève de la faim entamée le 5 mars par un groupe de sans papiers originaires d'Afghanistan a cessé, et une rencontre a eu lieu avec votre représentant.

Ces sans papiers demandent aux autorités belges de reconnaître l'Afghanistan comme un État en guerre et de reconnaître l'impossibilité de retour au pays. Il est aberrant de constater que le ministre des Affaires étrangères ne considère pas l'Afghanistan comme un pays instable et insécurisé.

Après la grève de la faim de 2003, le ministre de l'Intérieur avait pris une circulaire accordant à tous les Afghans arrivés avant le 1^{er} janvier 2003 un droit de séjour temporaire tous les six mois, les régularisant après trois ou quatre ans de séjour en Belgique.

Monsieur le Ministre, quelle solution envisagez-vous par rapport à ces sans papiers ?

L'Afghanistan est-il bel est bien considéré, par les autorités belges, comme un État en guerre et, par conséquent, ne pouvant pas assurer la sécurité de ses ressortissants ?

La date du 1^{er} janvier 2003, inscrite dans la circulaire du gouvernement, traduit-elle un changement dans la situation de ce pays qui justifierait le retour en toute sécurité des réfugiés ?

Que répondrez-vous aux ressortissants afghans qui ont introduit une demande de permis de séjour sur notre territoire ?

11.02 Patrick Dewael, ministre (en français) : La situation en Afghanistan varie fort d'une région à l'autre. En fonction de la région d'origine du réfugié afghan, le Commissariat général détermine si celui-ci court un risque d'atteinte grave à sa personne. Les personnes provenant d'une région sûre ne sont pas prises en ligne de compte pour recevoir le statut de protection temporaire.

La protection *sui generis* proposée dans le passé aux ressortissants afghans ne s'impose plus, puisqu'il existe depuis octobre 2006 un statut spécial dans la loi. Je ne céderai pas au chantage des personnes qui entament diverses actions pour forcer la délivrance d'un titre de séjour. Je constate qu'entre-temps la raison l'a emporté, puisque les ressortissants afghans ont cessé leur action.

11.03 Mohammed Boukourna (PS) : D'autres cas risquent de se produire.

En Afghanistan, il n'est pas certain que les régions actuellement sûres soient encore calmes demain.

Par ailleurs, certains de ces réfugiés vivent dans notre pays depuis 16 ou 17 ans et le déracinement peut être important pour eux.

Il me semble qu'on pourrait considérer ces dossiers sur des bases humanitaires.

Ce morcellement du droit de protection subsidiaire doit être revu à l'aune d'une situation nouvelle en Afghanistan.

Le **président** : La question n°14899 de M. Jo Vandeurzen est reportée.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Jacqueline Galant au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la carte d'identification des agents de sécurité" (n° 14914)

12.01 Jacqueline Galant (MR) : Toute personne peut s'inscrire à une formation d'agent de sécurité mais, au moment de l'engagement par une société ou un service de gardiennage, il faut une carte d'accréditation pour exercer ce métier. La formation coûtant très cher de 1.000 à 2.000 euros et la délivrance de cette carte posant problème et demandant du temps, ces agents de sécurité pourtant formés restent donc parfois sans emploi.

En fait, une enquête de moralité a lieu avant la délivrance de cette carte, mais après la formation ; ne serait-il pas plus logique de réaliser cette enquête avant le moment où la personne est presque engagée ? En outre, certaines sociétés qui ont des relations privilégiées avec certains hommes politiques semblent recevoir plus rapidement leurs cartes ! J'espère que tout le monde sera traité de la même manière pour obtenir ces cartes d'identification.

12.02 Patrick Dewael, ministre (en français) : Le parcours des candidats agents de gardiennage est pour 95 % le suivant : candidature auprès d'une entreprise ou d'un service interne de gardiennage, puis formation, aux frais de l'entreprise, dans un centre agréé. A l'issue de la formation, l'entreprise demande une carte d'identification à mes services. Si l'intéressé est connu des services de police pour des faits incompatibles avec sa fonction, une enquête sera effectuée, qui débouchera sur la délivrance de la carte ou son refus éventuel.

Pour éviter que de futurs agents n'effectuent tout ce parcours pour se voir finalement refuser la carte, la loi prévoit que l'entreprise peut demander à l'administration si elle envisage une enquête au sujet des candidats (« pré-screening »). En général, l'administration répond à cette question dans les 24 heures.

Très peu d'entreprises refusent de prendre à leur charge les frais de formation, qui sont, d'ailleurs, financés via le système du crédit-temps. Ces entreprises exigent dès lors des candidats déjà diplômés, dont le « pré-screening » est donc impossible.

En outre, tout centre de formation doit informer les candidats des conditions d'accès à la profession avant leur inscription, pour éviter que ceux-ci ne suivent la formation à leurs frais sans connaître leurs chances de travail.

12.03 Jacqueline Galant (MR) : Si la société de gardiennage engage l'agent et lui fait suivre la formation, il est aberrant qu'il ne soit pas sûr d'obtenir cette carte à l'issue de celle-ci. Dans l'autre cas, c'est aussi aberrant. Il faudrait faire une première enquête lorsque le candidat pose sa candidature. Il est stupide de ne faire l'enquête de moralité qu'après la formation, qui coûte 2.000 euros pour certaines personnes !

En outre, il faudrait vérifier si certains privilèges ne sont pas accordés. Dans ma région, certains patrons ont reçu leurs cartes beaucoup plus rapidement que d'autres. Je vous demande de surveiller d'un peu plus près ce service !

L'incident est clos.

13 Question de M. Joseph Arens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'arrêté royal du 5 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale" (n° 14964)

13.01 Joseph Arens (cdH) : L'arrêté royal du 5 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel, administratif et logistique de la police locale indique que l'effectif du personnel administratif et logistique doit, dans un premier temps, être de 8 % de celui du personnel opérationnel et ensuite évoluer vers 15 à 20 % de l'effectif. L'annexe 2 dudit arrêté indique d'ailleurs l'effectif minimal de ce personnel pour chaque zone, tout comme l'annexe 1 précise l'effectif minimal pour le personnel opérationnel.

La circulaire de simplification administrative du 1^{er} décembre 2006, précise que, pour libérer un maximum de personnel opérationnel des charges administratives, les zones peuvent mener une « calogisation » poussée, une rationalisation des missions administratives, la conclusion d'accords avec la magistrature, les huissiers

de justice et les autorités administratives, et l'attribution de tâches non policières à des partenaires externes.

La première option a été choisie par des zones soucieuses de mettre plus de policiers dans la rue. Mais aucun financement fédéral n'est prévu pour aider ces zones à atteindre cette norme d'effectif minimal déterminé par l'annexe 2 de l'arrêté. Envisagez-vous un soutien du fédéral aux zones qui engagent du personnel Calog supplémentaire dans le cadre des missions énumérées par la dernière circulaire de simplification administrative ?

13.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Je veux d'abord rectifier votre présentation des choses.

La dotation fédérale comporte bien un montant consacré aux cadres administratif et logistique, inférieur à ce qui est prévu pour le cadre opérationnel, mais suffisant. Il représente l'équivalent du nombre de fonctionnaires administratifs des anciennes brigades de gendarmerie. Le personnel civil des anciennes polices communales était déjà rémunéré par les villes et communes et ne peut donc pas être considéré comme un surcoût de la réforme des polices. Il n'est donc pas exact que la dotation fédérale ne prévoit pas de financement pour le personnel Calog.

Vous renvoyez à la circulaire CP2, qui incite les zones à augmenter leur effectif civil. Il ne s'agit pas de conserver le personnel opérationnel et d'étendre le cadre du personnel Calog, mais de remplacer des opérationnels qui occupent des fonctions administratives par des civils. Cela peut se réaliser par des déagements lors de mises à la pension, mais aussi en remettant les policiers sur le terrain.

À la police fédérale, cette opération a été menée rigoureusement tout en maintenant un effectif identique. Cette opération a même engendré une économie, car un policier coûte davantage qu'un civil. La CP2 offre précisément un fil conducteur permettant de travailler plus efficacement grâce à un modèle de développement organisationnel.

J'ai, en outre, pris nombre d'initiatives pour augmenter l'impact de la police fédérale et l'opérationnalité de la police locale. Vous connaissez toutes ces mesures qui visent à avoir plus de policiers dans les rues.

Enfin, je rappelle que, lors des débats de fin 2002 – début 2003 sollicités par 137 zones de polices, le financement du personnel civil n'a pas fait l'objet de remarques. Sans la réforme des polices, les communes auraient aussi dû tenir compte de l'augmentation de l'index, des barèmes du personnel civil, des revendications de la population, etc.

Je ne vois donc pas pourquoi il faut un appui fédéral nouveau pour le cadre civil de la police locale.

13.03 Joseph Arens (cdH) : Nous ne sommes pas sur la même longueur d'ondes. Une zone de police qui compte 100 policiers, telle que celle d'Arlon, devra passer de 8 à 16 %. Des agents supplémentaires devront inévitablement être engagés.

Vous dites que des administratifs peuvent retourner sur le terrain. Mais s'ils sont administratifs aujourd'hui, c'est parce qu'ils ont eu des problèmes de santé. L'opération est quasiment impossible à réaliser. Il y a des effets pervers dans cette circulaire.

13.04 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Je ne suis pas d'accord avec votre mode de calcul. On a effectué des calculs sur base de la nouvelle méthode pour démontrer que l'on pouvait augmenter les forces opérationnelles dans les rues à moindre coût.

13.05 Joseph Arens (cdH) : Dans ma zone, la situation est exactement inverse. Je peux vous le garantir.

13.06 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Dans ce cas, il faudra que je vous rende visite.

L'incident est clos.

14 Question de M. Éric Libert au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'emploi des langues par l'Office des étrangers" (n° 14890)

14.01 Éric Libert (MR) : Une personne algérienne a introduit une demande de visa en français auprès de

l'ambassade de Belgique à Alger. Cette personne a expressément demandé une procédure en langue française. Or, notre ambassade lui a notifié un refus sur la base d'une décision prise par l'Office des étrangers, cette décision étant libellée en néerlandais. Il semble s'agir d'une infraction aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative. Quelles mesures comptez-vous prendre pour remédier à pareille situation ?

14.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : J'ai décidé de renforcer l'équipe en charge du traitement des demandes de visas de type court. J'espère ainsi éviter une méconnaissance flagrante par mes services des règles en matière d'emploi des langues et la répétition des faits que vous citez.

L'incident est clos.

15 Question de M. Dylan Casaer au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation du régulateur de vitesse" (n° 14983)

15.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Depuis avril 2004, les gestionnaires de la voirie peuvent placer des panneaux interdisant aux conducteurs de poids lourds d'utiliser le régulateur de vitesse. Il ressort de la réponse à une question écrite que le respect de cette interdiction ne fait l'objet d'aucun contrôle.

Pourquoi aucun contrôle n'est-il effectué ? L'installation d'une boîte noire pourrait-elle apporter une solution ?

15.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Il est impossible pour la police de contrôler si un conducteur a oui ou non enclenché son régulateur de vitesse. Même si la police arrête le chauffeur, celui-ci peut aisément débrancher le régulateur de vitesse.

L'installation d'une boîte noire peut apporter une solution à ce problème. L'instauration obligatoire ou non d'un tel appareil relève de la compétence de mon collègue de la Mobilité.

15.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : J'interrogerai le ministre de la Mobilité à ce sujet. Si des panneaux sont installés, on peut tout de même supposer que l'on contrôle le respect de ces panneaux.

L'incident est clos.

16 Question de M. Dylan Casaer au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les automobilistes qui se livrent à des courses sur la voie publique" (n° 15085)

16.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Au cours des dernières semaines, plusieurs accidents graves ont à nouveau eu lieu à la suite de courses urbaines.

Existe-t-il une approche policière globale de ce phénomène ? N'est-il pas possible d'organiser des patrouilles supplémentaires aux endroits appréciés par les adeptes de courses urbaines ?

Les connaisseurs estiment que la Wallonie est un paradis pour les adeptes et que sa réputation dépasse nos frontières. Les services compétents peuvent-ils y renforcer les contrôles ?

16.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Il faut distinguer les courses urbaines organisées et les courses individuelles.

Dans le premier cas, les services de police ont une approche globale. Les polices fédérale et locale travaillent en étroite collaboration et les organisateurs de ces courses évitent dès lors notre pays aujourd'hui. Lorsque des courses individuelles sont organisées inopinément, les services de police peuvent uniquement intervenir ponctuellement.

Le code de la route interdit tous les concours de vitesse sur la voie publique sans autorisation écrite préalable. Ceux-ci sont de toute façon interdits sur les autoroutes.

Peut-être la Wallonie est-elle plus attrayante pour les coureurs mais ceux-ci n'y sont pas libres de faire ce qu'ils veulent. Des courses automobiles sont organisées dans les deux Régions et en ce qui concerne les concours supralocaux, je ne puis que formuler des recommandations.

Les actions de prévention s'inscrivent parfaitement dans le cadre de la politique de sécurité des autorités locales. En vertu de la nouvelle loi communale, le bourgmestre est responsable pour la sécurité routière sur la voie publique dans sa commune. Il appartient donc aux autorités locales d'intervenir à titre préventif et répressif.

16.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Je puis confirmer que la police intervient comme il se doit lorsque des courses de rue comme la « Gumball race » sont organisées. Si des courses d'un autre genre encore devaient être organisées, j'en informerais le ministre.

L'incident est clos.

17 Question de M. Dylan Casaer au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le régime de subvention pour la délivrance de méthadone" (n° 15086)

17.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Un projet d'accompagnement des toxicomanes est en cours à Alost. Il s'agit du projet *Traject* qui organise la distribution de méthadone à 25 grands toxicomanes. Par le passé, ce projet bénéficiait de subsides octroyés dans le cadre du contrat de sécurité et de prévention conclu entre la ville et le gouvernement fédéral. A l'avenir, les moyens destinés à financer ce projet devraient émaner de la Santé publique, mais le délai d'introduction de la demande de subsides a expiré et une période sans subsides semble donc s'annoncer.

Est-il exact que les moyens doivent émaner de la Santé publique ? Quelles sont les possibilités de transition envisageables pour le projet Traject et d'autres initiatives ?

17.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Conformément à l'article 11 de l'arrêté ministériel relatif aux plans de sécurité et de prévention 2007-2010, l'objectif n'est pas d'aborder le problème des nuisances sociales liées à la toxicomanie par le biais de la prévention primaire ou d'une approche médico-thérapeutique. L'Intérieur n'est pas compétent en matière de distribution de méthadone. Ceci a déjà été signalé à plusieurs reprises depuis la note de politique fédérale de la ministre de l'époque, Mme. Aelvoet, mais j'élaborerai une circulaire pour une fois encore attirer l'attention sur ce point. M. Casaer devra aborder la question avec le ministre Demotte.

17.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Nous devons bien évidemment respecter la répartition des compétences. Dois-je donc demander au ministre Demotte comment il compte régler le problème des subsides pendant la période transitoire ?

17.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Mon département n'a en tout cas plus subventionné la distribution de méthadone depuis au moins 2001.

17.05 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Dans ce cas, mes informations sont erronées.

L'incident est clos.

18 Question de M. Dylan Casaer au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les cours de prévention dans les écoles" (n° 15087)

18.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Une série de mesures récentes ne permettrait plus à la police de présenter des conférences en matière de prévention dans les écoles. Cette information est-elle exacte ? Quelle en est la raison ? Existe-t-il des solutions ?

18.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : La politique en matière de police vise à affecter au maximum le personnel et les moyens aux tâches essentielles. C'est que j'ai rappelé à nouveau dans une circulaire du 1^{er} décembre 2006 qui précise uniquement que les conférences dans les écoles doivent s'inscrire dans un cadre défini. Ainsi, la collaboration de la police doit constituer une plus-value. Le contenu des cours doit être exact et ils doivent être donnés d'une manière qui se justifie sur le plan didactique. En outre, les activités pédagogiques doivent s'inscrire dans le cadre des projets de la police et il doit s'agir d'une collaboration entre la police et le monde de l'enseignement. Les cours constituent en tout cas une activité

complémentaire et ne peuvent entraîner une diminution des activités opérationnelles.

Ces principes rejoignent mon initiative visant à désigner des personnes de contact afin de créer une relation décontractée entre la police et les écoles. Un cours occasionnel donné par la police peut contribuer à améliorer cette relation.

18.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Je remercie le ministre pour cette réponse positive. La police doit effectivement pouvoir encore assurer des formations dans les écoles dans un cadre bien précis.

L'incident est clos.

19 Question de M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "une plainte d'un agent de la police locale de la zone Beringen-Ham-Tessenderlo contre un conseiller communal du Vlaams Belang" (n° 14944)

19.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : Le 29 mars, un conseiller communal Vlaams Belang de Beringen a été interrogé par la police judiciaire fédérale après le dépôt d'une plainte par un agent de la police locale de la zone Beringen-Ham-Tessenderlo qui avait été chargé du maintien de l'ordre pendant la réunion du conseil communal. L'agent affirme que le conseiller communal concerné a comparé l'intervention de la police locale à des pratiques hitlériennes. Après un incident provoqué par des jeunes d'origine turque qui avaient jeté des pierres à des adolescents juifs, le conseiller communal Vlaams Belang avait manifesté son intention d'ériger un monument commémorant le génocide des juifs.

Que pense le ministre du fait qu'un agent chargé d'assurer le maintien de l'ordre pendant le conseil communal dépose une plainte contre un conseiller communal ? Pourquoi cet agent n'a-t-il pas pris contact avec le conseiller communal du Vlaams Belang afin de vérifier la teneur exacte de ses propos ? Est-il exact que cet agent soit marié à une ancienne candidate sp.a aux élections communales ? Quand cette plainte a-t-elle été déposée ? Cet agent était-il en service au moment où il a formulé sa plainte ?

Cet agent a-t-il d'abord pris contact avec un supérieur ? Est-il exact que la plainte est en partie basée sur le procès-verbal non encore approuvé de la réunion du 12 mars 2007 ? Quelle est la position du bourgmestre de Beringen en la matière ?

19.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Étant donné que cette question concerne une matière locale, M. Schoofs doit interroger en premier lieu le bourgmestre et le procureur. La police fédérale de Hasselt a en effet été chargée d'acter une déclaration de l'agent concerné et du membre du conseil communal.

La ministre de la Justice ou le pouvoir judiciaire est compétent pour vous donner davantage d'informations concernant ce dossier judiciaire. Si M. Schoofs désire connaître la position du bourgmestre de Beringen, qu'il s'en enquière auprès du principal intéressé.

Les fonctionnaires de police ont le droit de déposer une plainte contre des délits, même si ces derniers sont commis durant l'exercice de leur fonction.

19.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : Le ministre a déclaré tout à l'heure que la police ne devait pas effectuer de tâches que d'autres personnes sont mieux à même de mener à bien. Étant donné que les autres membres du conseil n'ont pas répliqué à ces déclarations, je pense que l'agent a dépassé le cadre de ses compétences. J'espère que cet événement ne constituera pas un précédent. Les chefs de corps doivent réagir avec discernement face aux plaintes déposées par un agent individuel qui entretient des liens politiques avec un parti.

19.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Il appartiendra à la Justice, et non au ministre de l'Intérieur, d'en juger.

19.05 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : Le ministre de l'Intérieur peut cependant vérifier dans quelle mesure la police exerce ses compétences.

L'incident est clos.

20 Question de M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les projets d'installer quatre nouveaux services d'incendie dans la province du Limbourg" (n° 14945)

20.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : Il y a quelques semaines, le gouverneur du Limbourg a préconisé la création de quatre avant-postes supplémentaires pour les services d'incendie dans les communes de Fourons, d'Helchteren, de Borgloon et de Neerpelt. Dans cette dernière commune, l'avant-poste devrait être opérationnel en 2010.

Le ministre peut-il donner davantage d'explications à ce sujet ? Qu'en est-il de la caserne des pompiers de Neerpelt ? Qu'en est-il de ces avant-postes annoncés à Fourons, Helchteren et Borgloon ? Quand seront-ils opérationnels ? Quel en sera le coût ?

20.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Un accord a été conclu avec la commune de Neerpelt pour y créer un avant-poste pour le service d'incendie de Lommel. L'adjudication relative aux bâtiments a été lancée. À Lommel, l'extension du cadre du personnel est en cours.

Il est en effet également question de créer des avant-postes dans les communes de Fourons, de Houthalen-Helchteren et de Borgloon. Un accord a déjà été conclu entre les communes de Fourons et de Bilzen. En ce qui concerne l'avant-poste de Houthalen, seule une concertation a eu lieu entre Houthalen et Genk mais aucun engagement juridique n'a été pris. En ce qui concerne Borgloon, la possibilité de créer un avant-poste du service d'incendie de Tongres a simplement été évoquée.

Pour la réalisation de l'avant-poste de Fourons, la commune doit d'abord être détachée du groupe régional de Herve et être rattachée à celui de Bilzen. À cet effet, les gouverneurs de Liège et du Limbourg doivent modifier leur arrêté fixant les groupes régionaux concernés. Les volontaires des services d'incendie recrutés devront ensuite suivre une formation d'un an. Des accords ont déjà été conclus avec la commune néerlandaise voisine en vue d'une assistance à titre gracieux pendant la phase transitoire. Si tout se déroule comme prévu, l'avant-poste de Fourons pourrait être opérationnel d'ici à la fin de l'année 2008.

Les discussions relatives aux avant-postes de Houthalen-Helchteren et Borgloon sont suspendues actuellement étant donné que l'on souhaite attendre la réforme de la sécurité civile pour confier la création et le financement de l'avant-poste aux zones des services d'incendie ayant la personnalité juridique.

Mon administration n'exerce aucun contrôle administratif spécifique sur les budgets des corps de pompiers communaux et je ne dispose dès lors pas de chiffres ou d'estimations relatifs à la création de ces quatre avant-postes.

Dans le cadre des réformes, le coût de la création d'un avant-poste d'incendie a cependant déjà été évalué et il s'élèverait à 1,58 million d'euros, incluant l'achat du terrain, la construction de la caserne et l'achat de matériel roulant et d'équipements.

20.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : La 'primeur' annoncée par le gouverneur était donc manifestement prématurée. Si j'ai bien compris, le gouvernement fédéral n'intervient guère en la matière et tout doit essentiellement être réglé entre la province et les communes ?

20.04 Patrick Dewael, ministre (*Néerlandais*) : C'est exact.

L'incident est clos.

21 Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le recours aux services du bureau d'avocats de M. Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB" (n° 15034)

21.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Le 27 février dernier, j'ai adressé une question écrite sur ce sujet à tous les membres du gouvernement. M. Dewael ne m'a pas encore répondu.

Le ministre peut-il me préciser combien de fois il a recouru aux services du bureau d'avocats Uyttendaele, Gérard & Associés entre 2003 et 2006 ? Peut-il nous indiquer le montant total des honoraires versés à ce cabinet ?

21.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Au cours de la période 2003-2006, le service juridique de mon département a fait appel au bureau en question à deux reprises. Il ne m'appartient pas de communiquer le montant qui lui a été versé.

21.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Je m'en étonne, car même Mme Onkelinx n'a pas cherché à me cacher ce montant. Seul le ministre de la Défense a aussi refusé de répondre, mais il m'a au moins renvoyé à la Cour des Comptes. Si le ministre peut répondre à sa guise aux questions de nature politique, il convient qu'il réponde correctement aux questions portant sur des données objectives. J'en référerai au président de la Chambre.

L'incident est clos.

22 Question de M. Jean-Marc Nollet au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la sûreté d'exploitation de l'IRE" (n° 15103)

22.01 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Suite à votre courrier du 13 mars, je reste sur ma faim en ce qui concerne vos explications sur le traitement des déviations. Pourriez-vous préciser ce que sont ces « aléas de production » ?

Où les données relatives aux sorties à la cheminée sont-elles accessibles ?

Votre courrier indique que depuis 2000, les limites autorisées de rejet ont été respectées. J'aimerais savoir ce qu'il en est depuis 1990, que ce soit au niveau des balises ou au niveau des sorties à la cheminée.

Actuellement, seules des limites annuelles relatives aux balises sont définies. Or sur le site, on voit que l'Agence fédérale utilise des points de repère horaires, voire toutes les dix minutes. Pouvez-vous veiller à ce que ces limites horaires soient définies ? C'est un peu facile de parler de limites annuelles car alors on cumule les valeurs.

L'évolution des références utilisées sur le site de l'Agence fédérale et sur le site de TELERAD pose question : alors qu'un dépassement donnait lieu, le 11 janvier 2006, à une annotation « dépassement de niveau 1 », le même genre de dépassement le 12 juin donne désormais lieu à une annotation « rejet contrôlé IRE ».

J'aimerais que vous nous donniez la nomenclature complète des annotations en vigueur.

Le site comporte encore une annotation « valeur en cours de vérification ». Or, la donnée dont il s'agit date du 22 mars 2006 ! Treize mois pour valider une information, dans le domaine de la sécurité nucléaire, ce n'est quand même pas l'idéal !

Ces rejets, liés à une production, peuvent être anticipés. Je vous demanderais de publier à l'avance sur le site les jours et les heures desdits rejets.

Où en sont les recherches récentes sur l'étude des effets sur la santé de l'exposition répétée à des rejets de faible dose de gaz ionisant ?

22.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Une déviation constitue une anomalie par rapport à un résultat attendu lors du fonctionnement normal d'une installation, et justifie une investigation qui peut déboucher sur un défaut. Des actions correctives doivent alors être implémentées.

Votre question ne précise pas les types de données dont vous souhaitez connaître l'accessibilité.

L'exploitant doit établir l'inventaire des rejets radioactifs liquides et gazeux, transmis ensuite à l'Agence fédérale via les rapports de l'organisme agréé. Ces données, également documentées dans le rapport de sûreté de l'IRE, peuvent être consultées sur demande à l'Agence fédérale.

Les limites autorisées sont exprimées au point de rejet des effluents dans l'environnement, c'est-à-dire pour l'IRE au sommet de la cheminée du bâtiment 4. Il n'y a pas de limite spécifique sur les balises, si ce n'est la limite d'exposition aux sources artificielles de radiation pour toute personne du public.

Le réseau TELERAD n'est opérationnel que depuis 1998 et les valeurs ne sont archivées sous forme informatique que depuis 2002. Les données relatives aux années 1990 à 2000 seront mises à votre disposition par l'Agence.

Il n'existe, pour l'exposition du public, qu'une limite annuelle. Des niveaux d'alerte relativement bas ont toutefois été définis pour activer la réaction des experts de garde. Le dépassement d'un niveau d'alerte entraîne immédiatement une évaluation de la cause probable et du risque radiologique, ainsi que certaines actions pouvant aller jusqu'à l'activation d'un plan d'urgence nucléaire et radiologique.

Dans un souci de transparence, l'Agence a décidé, en mai 2006, de préciser la cause des dépassements du niveau d'alerte sur le site web, au cas par cas. Des explications sont fournies, dès que le débit de doses dépasse deux fois la valeur du bruit de fond, soit 200 nanosievert durant une heure.

Le système informatique en place jusque là associait l'annotation de « valeurs en cours de vérification » à des données non valides ou absentes. Depuis mai 2006, un nouveau système a été mis en place. Des explications claires et cohérentes sont fournies tant pour ces données que pour des dépassements des seuils d'alerte. Cette démarche n'a pas été appliquée rétroactivement, mais j'ai demandé à l'Agence de rectifier cela.

Cette information n'est pas disponible pour les experts de garde de l'Agence. Mais si ces phases de production sont régulières et prévisibles, elles peuvent subir des décalages par rapport à l'horaire pour des raisons diverses, techniques notamment. De plus, le niveau d'exposition n'est pas seulement lié à la quantité de radioactivité rejetée mais aussi aux conditions atmosphériques qui détermineront le trajet de la radioactivité rejetée et sa dilution.

Étant donné que ces rejets de routine n'ont pas d'impact significatif sur la santé des populations, il n'y a aucune raison de prendre quelque mesure de protection que ce soit ; si les rejets nécessitaient des mesures de protection de la population, le plan d'urgence nucléaire serait activé, sur base des mesures du réseau TELERAD ou d'une notification aux autorités par l'exploitant.

La question des effets sur la santé d'expositions à de faibles doses de rayonnement ionisant fait toujours l'objet de discussions et de recherches au niveau international. Cette question sera à nouveau évoquée dans le septième programme-cadre européen de recherche et de développement dans lequel nos institutions seront impliquées. Parmi les recherches récentes, on notera l'étude européenne qui confirme les risques d'exposition au radon, même dans des conditions domestiques.

22.03 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO) : Il est dommage que ces précisions ne soient pas directement accessibles, notamment sur le site TELERAD.

Vous avez dit qu'on pouvait demander les données relatives aux sorties à la cheminée à l'Agence fédérale. Ce serait intéressant d'y avoir accès directement.

Il est regrettable que vous n'ayez pu répondre à mes questions sur les années 1998 à 2000. Lorsque vous dites qu'à partir de 2000, il n'y pas eu de problème, on voudrait savoir ce qui s'est passé auparavant.

Il serait aussi intéressant de publier la donnée selon laquelle la balise se met en situation d'alerte quand le bruit de fond est multiplié par deux.

Enfin, je demande de publier à l'avance les jours de production prévus et surtout de continuer à étudier les effets sur la santé de l'exposition répétée à des rejets de faible dose.

L'incident est clos.

23 Question de Mme Nahima Lanjri au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'expulsion d'étrangers non rapatriables" (n° 14904)

23.01 Nahima Lanjri (CD&V) : Cent Bhoutans environ ont récemment mené une action parce qu'ils ne pouvaient pas rentrer dans leur pays d'origine. Il n'y a en effet pas de vol direct entre la Belgique et le Bhoutan et les Bhoutans concernés ne disposent pas des documents qui leur permettraient de retourner au Bhoutan en transitant par d'autres pays.

Quelles mesures le ministre va-t-il prendre pour résoudre ce problème ? La loi modifiée sur les étrangers ne permet pas, non plus, l'octroi d'une autorisation de séjour temporaire dans ces cas. Le ministre est-il disposé à encore une fois modifier la loi ?

23.02 Patrick Dewael, ministre (en néerlandais) : Un étranger qui prétend ne pas pouvoir retourner dans son pays d'origine pour des raisons indépendantes de sa volonté doit pouvoir prouver qu'il est bien un ressortissant de ce pays. Sans certificat de nationalité, aucun contrôle n'est en effet possible. Si l'intéressé ne dispose d'aucune preuve de sa nationalité, il doit tout mettre en œuvre pour l'obtenir auprès de sa représentation diplomatique. Il y a une ambassade du Bhoutan à Genève. S'il s'avère que l'étranger ne peut effectivement pas retourner dans son pays d'origine, une autorisation de séjour lui est accordée sur la base de l'article 9bis. La nouvelle loi prévoit donc bien une solution. Je ne suis pas disposé à prévoir des règles spécifiques par nationalité. La législation doit être appliquée de la même manière à tous les étrangers.

Mme Lanjri continue à insister pour qu'un régime particulier soit prévu pour ceux qui prétendent ne pas pouvoir retourner dans leur pays d'origine. Elle voudrait donc que lorsqu'un étranger ne peut pas prouver son identité, il puisse d'office obtenir une autorisation de séjour. Je ne partage absolument pas ce point de vue. Mes services ont d'ailleurs constaté que de nombreuses personnes qui prétendent venir du Bhoutan sont en fait des ressortissants népalais.

23.03 Nahima Lanjri (CD&V) : La loi prévoit effectivement une protection subsidiaire. Je comprends parfaitement qu'il faut empêcher absolument les abus mais les cas que j'ai évoqués concernent des personnes qui se trouvent réellement dans l'impossibilité de rentrer dans leur pays. Tout ce que je demande, c'est que les personnes qui ne peuvent être éloignées et ne peuvent rien y faire elles-mêmes obtiennent un statut temporaire de séjour.

23.04 Patrick Dewael, ministre (en néerlandais) : Si les intéressés égarient par exemple leurs papiers mais coopéraient avec nos services pour permettre une identification, nous verrions aussitôt si elles sont de bonne volonté. D'aucuns affirment toutefois qu'il n'y a pas de papiers et qu'ils ne peuvent donc être identifiés ni éloignés. Mais nous constatons ensuite, de la part de ces personnes, une intention frauduleuse. Que veut d'ailleurs dire Mme Lanjri quand elle parle de personnes « non éloignables » ? Toute personne est éloignable.

23.05 Nahima Lanjri (CD&V) : Il arrive qu'aucun vol direct ne soit prévu vers le pays d'origine des personnes qui sont l'objet d'une mesure d'éloignement et qu'un laissez-passer permettant de transiter par un pays voisin fasse défaut. Je sais qu'il s'agit là de cas exceptionnels mais ils existent.

23.06 Patrick Dewael, ministre (en néerlandais) : Je n'aborde aucun cas concret et m'en tiens aux principes.

J'affirme simplement que certains ne collaborent pas à l'identification. Si nous devons donner des papiers à tous ceux qui affirment ne pas pouvoir faire l'objet d'une mesure d'éloignement, la liste sera très longue. Est-ce la politique souhaitée par Mme. Lanjri ?

23.07 Nahima Lanjri (CD&V) : Non.

Je parle des personnes qui, selon l'Office des étrangers, ont coopéré et pas de celles qui ont voulu frauder.

23.08 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : J'ai répondu en termes généraux, comme je le fais toujours pour des questions de ce type.

23.09 Nahima Lanjri (CD&V) : Ma question concernait une catégorie de personnes bien déterminée.

23.10 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Je pense que ma réponse était claire mais peut-être Mme. Lanjri ne m'a-t-elle pas bien entendu étant donné qu'elle était au téléphone pendant que j'étais occupé à lui répondre. (*Protestations de Mme. Lanjri*)

L'incident est clos.

24 Question de Mme Nahima Lanjri au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la lutte contre les mariages de complaisance" (n° 14905)

24.01 Nahima Lanjri (CD&V) : Cela fait longtemps que j'insiste sur la nécessité d'adopter une approche coordonnée à l'égard des mariages de complaisance. Ainsi, les services communaux de l'état civil doivent collaborer avec l'Office des étrangers (ODE) mais un lien doit également exister avec le département de la Justice. L'enregistrement des mariages de complaisance doit déboucher à terme sur une base de données commune pouvant être consultée par l'ensemble des services concernés, ce qui permettra déjà de lutter contre le « shopping marital » entre différentes communes.

La circulaire du 13 septembre 2005 prévoit que l'officier de l'état civil confronté à une tentative de mariage de complaisance doit en informer l'ODE. Toutefois, lorsque l'officier de l'état civil ou le parquet est confronté à un mariage de complaisance effectivement contracté, il n'existe curieusement pas d'obligation de déclaration à l'égard de l'ODE.

Ne pourrait-on adapter la circulaire pour imposer également la notification des mariages de complaisance prouvés à l'ODE ? Une concertation a-t-elle déjà été menée avec le ministre de la Justice en vue d'imposer cette obligation aux parquets ? Actuellement, certains parquets transmettent l'information et d'autres pas.

L'ODE peut-il rapatrier immédiatement l'étranger qui a été pris en infraction ?

Combien de cas de mariages de complaisance effectifs et de tentatives de contracter de tels mariages ont été signalés à l'ODE en 2005 et en 2006 ? Dans combien de cas a-t-on procédé ensuite à une expulsion ?

Existe-t-il des projets concrets en vue de créer une base de données centrale relative aux mariages de complaisance ?

24.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Le constat d'un mariage blanc ne conduit jamais automatiquement à la délivrance d'un ordre de quitter le territoire ni à un rapatriement subséquent car la loi sur les étrangers ne le permet si l'intéressé a déjà obtenu un droit de séjour définitif. L'expulsion est en revanche envisageable si le mariage blanc a été annulé par le tribunal de première instance. Il n'est pas non plus exclu qu'un étranger puisse faire valoir un droit de séjour, par exemple pour des raisons humanitaires ou médicales. Par conséquent, il n'est pas opportun de transmettre systématiquement à l'Office des étrangers des informations relatives à un mariage blanc présumé si le mariage a déjà été célébré et que l'étranger concerné est en possession d'un permis de séjour. La procédure actuelle de regroupement familial ne permet pas de lutter efficacement contre les abus constatés.

Après l'entrée en vigueur de la loi du 15 septembre 2006, cette situation évoluera. En premier lieu, en application de l'article 10 de cette loi, un droit temporaire de séjour de trois ans est accordé à l'étranger qui a contracté mariage. Il peut être mis fin à ce droit de séjour temporaire s'il est constaté au cours de cette période que les conditions principales du regroupement familial ne sont plus remplies, comme en cas de

divorce ou d'absence d'une réelle vie familiale.

Pour les années 2004, 2005 et 2006, l'on a recensé respectivement 1.343, 2.247 et 5.474 tentatives de contracter un mariage blanc. Quant au nombre de cas où les parquets ont demandé à l'Office des étrangers des informations pour évaluer l'opportunité d'ouvrir une procédure en annulation du mariage devant le tribunal de première instance, on en a répertorié respectivement, pour les années 2004, 2005 et 2006, 1.267, 985 et 877.

Aucune donnée n'est disponible en ce qui concerne le nombre d'expulsions entraînées par l'annulation d'un mariage.

Le service Recherches de l'Office des Etrangers dispose de données très fiables concernant le phénomène des mariages blancs.

24.03 Nahima Lanjri (CD&V) : Il est regrettable que les parquets ne portent pas tous les cas de mariages de complaisance annulés à la connaissance de l'Office des étrangers. Manifestement, la communication entre l'Office et les parquets demande à être mieux coordonnée et la communication des informations sur les mariages blancs doit être rendue obligatoire. La nouvelle loi constitue un pas dans la bonne direction mais j'estime que la cohérence doit être assurée aussi pour tous les cas antérieurs à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi, soit le 1^{er} avril.

L'incident est clos.

25 Question de Mme Nahima Lanjri au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les dossiers de régularisation 'suspects'" (n° 15119)

25.01 Nahima Lanjri (CD&V) : Il semblerait que l'Office des étrangers soumette actuellement à un nouvel examen quelques centaines d'anciens dossiers de régularisation qui comporteraient des erreurs, des noms ayant été mal orthographiés ou une fausse identité ayant été déclinée, etc.

Selon quelles modalités ces dossiers seront-ils examinés et combien l'ont déjà été? Quelle incidence ce réexamen aura-t-il sur la situation des intéressés? Les effets s'en répercuteront-ils aussi sur leur dossier de naturalisation? Qu'advient-il des personnes ayant obtenu la nationalité belge entre-temps et dont il apparaît aujourd'hui que leur régularisation était frauduleuse?

25.02 Patrick Dewael, ministre (en néerlandais) : L'Office des étrangers a constaté en effet que de nombreux étrangers se sont vu délivrer des documents de séjours comportant des erreurs relatives à leur identité. On dénombre déjà quelque six cents dossiers à l'heure actuelle, mais de nouveaux cas apparaissent quotidiennement. Ces dossiers sont réexaminés lorsque la police ou l'administration communale signale des problèmes. Il est matériellement impossible de vérifier systématiquement tous les dossiers des étrangers ayant obtenu un permis de séjour en application de la loi relative aux étrangers ou de la loi du 22 décembre 1999.

En principe, un document de séjour n'est délivré que sur présentation d'une carte d'identité nationale ou d'un passeport. Toutefois, la commission de Régularisation a interprété largement la notion de « document d'identité » et des documents moins fiables ont dès lors aussi été pris en considération, d'où les problèmes que l'on connaît aujourd'hui. Dans certains cas, par ailleurs, l'Office délivre des autorisations de séjour conditionnées à la présentation d'un document d'identité valable. Là encore, on constate régulièrement que certains étrangers déclinent une identité différente, par exemple dans le cadre d'une procédure de demande d'asile.

Deux types de dossiers sont concernés par cette nouvelle enquête. Une série de dossiers concernent une faute d'orthographe ou petite erreur matérielle, souvent à la suite de la transcription erronée de lettres arabes ou cyrilliques dans notre alphabet. À ce propos, il n'est nullement question de fraude. Ces fautes sont corrigées administrativement.

Mais dans une série d'autres cas, le demandeur a manifestement adopté une fausse identité. Ce genre de

situation engendre une double réaction : le parquet est immédiatement informé et, pour chaque cas particulier, mes services évaluent la nécessité d'un retrait du titre de séjour délivré. Si l'élément « fraude » est prépondérant, le titre de séjour est retiré. Ces dossiers seront soumis à mes services par l'ODE.

En ce qui concerne la déchéance de la nationalité belge, j'invite Mme Lanjri à s'adresser à la ministre de la Justice.

L'incident est clos.

26 Question de M. Stijn Bex au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le statut de protection subsidiaire" (n° 15112)

26.01 Stijn Bex (sp.a-spirit) : L'instauration du statut de protection subsidiaire constitue l'une des modifications majeures apportées au droit des étrangers au cours de la législature. Cette protection existait déjà à l'état embryonnaire dans la clause de non-refoulement. La protection est accordée par le commissaire général aux réfugiés.

La protection subsidiaire s'obtient de deux manières. Celui qui bénéficie d'une clause de non-refoulement peut introduire une simple demande auprès de la commune. Il s'avère dans la pratique que les communes connaissent mal la procédure. La protection s'obtient également en introduisant une nouvelle demande d'asile auprès de l'Office des étrangers.

Le ministre a répondu à un collègue que l'étranger ne peut pas invoquer l'existence du statut de protection subsidiaire comme un élément nouveau. L'article 77, deuxième paragraphe, de la loi du 15 septembre 2006 comporte pourtant un membre de phrase suggérant le contraire.

Combien de personnes ont obtenu un statut de séjour sur la base de la protection subsidiaire ? Combien d'entre elles disposaient déjà d'une clause de non-refoulement ? De quels pays sont-elles originaires ? Sur la base de quel critère légal ont-elles obtenu cette protection ? S'il s'agissait de violence aveugle, sur la base de quels critères les pays d'origine concernés entraient-ils en ligne de compte ?

Combien de demandes ont été introduites par le biais de la commune sur l'ensemble de ces demandes ? Comment les communes ont-elles été informées de ce nouveau statut ? Le ministre prévoit-il encore des initiatives pour mieux les informer ?

Comment la phrase après le mot « tenzij » dans l'article de loi susmentionné doit-elle être comprise ?

Le commissaire général décide de qui obtiendra la protection subsidiaire et de qui ne l'obtiendra pas. De quels recours les parlementaires qui ne partagent pas son avis disposent-ils ? Le ministre peut-il encore être invité se justifier ?

26.02 Patrick Dewael, ministre (*néerlandais*) : 346 étrangers ont reçu le statut de protection subsidiaire. 260 d'entre eux avaient conservé la clause de non-refoulement de l'ancienne loi.

La majorité des personnes ayant obtenu ce statut viennent d'Irak, d'Erythrée et de Somalie. Mais ce statut a aussi été accordé à des personnes en provenance du Soudan, de Côte d'Ivoire, d'Afghanistan, de la Fédération de Russie et de Serbie-Monténégro.

Dans dix cas, ce statut a été accordé en raison d'un risque de torture ou de traitements inhumains ou dégradants. Dans 76 cas, le statut a été accordé à un étranger susceptible d'être victime de violence arbitraire due à un conflit armé dans son pays d'origine.

La protection subsidiaire n'est pas accordée parce qu'une personne provient d'un pays donné. L'octroi de ce statut n'est envisagé que si le demandeur peut démontrer qu'il court un risque réel. L'existence d'un conflit armé dans son pays d'origine ne suffit donc pas. Par ailleurs, les étrangers qui demandent ce statut ne doivent pas nécessairement prouver qu'ils sont personnellement visés dans le cadre de ce conflit armé. Ils

doivent toutefois pouvoir prouver leur identité et leur origine et il est également vérifié s'il n'y a pas d'autres possibilités de fuite dans le pays d'origine. Pour pouvoir mener une politique adaptée, la situation dans les principales zones de conflit dans le monde est évaluée en permanence par les instances d'asile.

Entre octobre 2006 et mars 2007, les communes ont reçu 652 demandes. Dans 278 cas, la personne concernée ne satisfaisait pas aux dispositions transitoires prévues dans la loi.

Les communes ont été informées en temps opportun par une circulaire d'octobre 2006. Cette circulaire suffit pour une application correcte du régime transitoire. Lorsque la nouvelle loi entrera intégralement en vigueur, des initiatives complémentaires seront prises pour informer les communes.

L'article 77, paragraphe 2, de la loi du 15 septembre 2006 est clair. Si la procédure d'asile d'un étranger est clôturée avant la mise en place du statut de protection subsidiaire, une simple référence à la directive, ainsi que sa transposition en droit belge, ne peuvent être considérées comme un élément nouveau. La loi ne permet pas de mesures collectives.

On se fonde sur la clause de non-refoulement pour accorder de manière quasi automatique le nouveau statut de protection. La personne qui n'a pas bénéficié d'une telle clause, peut introduire une nouvelle demande, étant entendu qu'elle doit pouvoir présenter des éléments nouveaux qui peuvent donner lieu à l'octroi du statut. Il ne suffit pas d'évoquer l'existence d'une nouvelle loi.

Le commissaire général décide de manière autonome qui peut bénéficier de la protection subsidiaire. Soit les décisions sont prises par le pouvoir exécutif, soit par les instances d'asile. Combiner les deux est impossible. Il nous appartient, en tant que démocrates, de respecter les décisions de la personne compétente.

L'incident est clos.

27 Question de M. Olivier Chastel au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le cadre légal pour les primes d'attractivité des policiers" (n° 15116)

27.01 Olivier Chastel (MR) : Lors de votre visite à Charleroi en compagnie du premier ministre et de la ministre de la Justice, le 26 février dernier, vous avez notamment annoncé la mise en place d'une prime d'attractivité incitant les policiers à venir et se maintenir dans l'arrondissement judiciaire de Charleroi. Vous précisiez qu'une base légale allait être établie à cette fin.

Quelles sont les modalités de modification du cadre légal ? Quand comptez-vous déposer un arrêté royal qui intègrerait le cadre légal nécessaire ?

27.02 Patrick Dewael, ministre (en français) : Mes services examinent la faisabilité de l'octroi d'une allocation spécifique aux membres des zones de police de l'arrondissement de Charleroi. Pour obtenir l'effet escompté, il faut bien réfléchir au montant de cette allocation et se demander s'il doit être identique pour toutes les zones de l'arrondissement. Je soumettrai prochainement le texte à la négociation syndicale.

27.03 Olivier Chastel (MR) : Je retiens votre idée intéressante de différencier les primes entre la zone de Charleroi et le reste de l'arrondissement. L'arrondissement entier bénéficierait d'un avantage, mais bien plus encore la zone de Charleroi qui souffre d'un réel déficit.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n°15062 de Mme Zoé Genot est reportée.

La discussion des questions se termine à 17 h 23.

De vergadering wordt geopend om 14.35 uur en voorgezeten door de heer André Frédéric.

01 Vraag van mevrouw Marleen Govaerts aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de taken van de stadswachten" (nrs. 14820 en 14908)

01.01 **Marleen Govaerts** (Vlaams Belang): In het strategisch veiligheids- en preventieplan 2007–2010 van Sint-Truiden staat een hoofdstuk Ziekenhuistoezicht. Burgemeester Vandenhove is van mening dat een ziekenhuis een openbare functie heeft en dat hij er dus stadswachten mag inzetten. Hij tracht de definitie van de bevoegdheden van stadswachten te omzeilen door te stellen dat de stadswachten er enkel toezicht houden en er geen bewakingsopdracht hebben.

Uit het antwoord van de minister op mijn schriftelijke vraag ter zake blijkt duidelijk dat stadswachten niet op privéterreinen mogen worden ingezet.

Zal de minister burgemeesters die hun stadswachten oneigenlijk inzetten terugfluiten? Of mogen stadswachten toch in ziekenhuizen en bijhorende parkings ingezet worden omdat ze een openbare functie hebben of omdat ze er enkel toezicht uitoefenen?

01.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): In mijn antwoord op de schriftelijke vraag heb ik al duidelijk gemaakt dat stadswachten alleen mogen worden ingezet op openbaar domein, in openbare ruimtes en op publiek toegankelijke plaatsen beheerd door de overheid. Op andere plaatsen mag het dus uitdrukkelijk niet.

Het ziekenhuis van Sint-Truiden wordt beheerd door Caritas vzw en is dus duidelijk een private plaats. Stadswachten hebben geen politionele bevoegdheden en mogen niet instaan voor private veiligheid. Ze mogen dus noch in het ziekenhuis, noch op de parking werken. Het ziekenhuis moet een beroep doen op privébewakers.

Ik zal erop toezien dat de bewakingswet wordt nageleefd.

01.03 **Marleen Govaerts** (Vlaams Belang): De burgemeester van Sint-Truiden gaat dus duidelijk zijn boekje te buiten.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de eerste minister, over "het bekomen van een uittreksel uit het bevolkingsregister na de afschaffing van de fiscale zegel" (nr. 14714)**

02.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (VLD): Vanaf 1 januari 2007 is de fiscale zegel afgeschaft als betaalmiddel. Dat geldt ook voor een uittreksel uit het bevolkingsregister. Sommige gemeenten rekenen echter wel nog stadsrecht en/of administratiekosten aan.

Heeft de minister een overzicht van de gemeenten waar de uittreksels gratis zijn? Is het mogelijk de afgifte van uittreksels overal gratis te maken? Wat met het feit dat in de gemeenten waar betaald moet worden ook lang gewacht moet worden omdat de betaling eerst moet toekomen?

02.02 Staatssecretaris **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Het gebruik van de fiscale zegel bracht voor zowel de burgers als de administraties veel lasten met zich mee.

Dit Parlement heeft het Wetboek der zegelrechten unaniem afgeschaft en dat met ingang van 1 januari 2007. Het gevolg is dat vanaf deze datum gemeenteambtenaren geen federale fiscale zegels meer moeten klevan op de documenten die zij opstellen.

In december 2006 werden informatiebrieven verzonden om de gemeenten op de hoogte te brengen van de afschaffing van het federaal zegelrecht. In deze brief werd eveneens aan de steden en gemeenten gevraagd

om ook hun lokale rechten op geschriften af te schaffen. Tal van documenten kunnen dan vlot via het internet worden afgeleverd.

Steden en gemeenten hebben fiscale autonomie en de afschaffing van de lokale rechten is geen federale bevoegdheid. Niettemin hebben tal van lokale overheden intussen al beslist om hun lokale rechten af te schaffen, zoals Genk, Ardooe, Knokke, Bredene, Oostende, Oostkamp, Nazareth, Beernem, Herselt, Diksmuide, Koekelare, Hasselt, Evergem, Sint-Martens-Latem, Bornem, Halle, Buggenhout, Poperinge, Ieper, Vleteren, Heuvelland, Lede, Wellin en Eghezée.

Wervik en Kortrijk zullen hun stadsrechten op documenten vanaf 1 mei 2007 afschaffen. Menen beslist vandaag over de afschaffing. Veurne wil een retributie van 2 euro per document behouden.

Wij betreuren de keuze van sommige gemeenten en steden om de lokale zegelrechten te behouden. De kleine opbrengst weegt niet op tegen de werkingskosten en de administratieve lasten voor het personeel.

02.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Het probleem is natuurlijk dat de gemeenten autonoom zijn. Ik ben blij dat sommige steden en gemeenten nu toch de lokale rechten afschaffen, omdat zij beseffen dat het hun meer kost dan dat het opbrengt. Ik hoop dat op termijn alle gemeenten de lokale zegels zullen afschaffen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer David Geerts aan de staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de eerste minister over "het memorandum van JCLUB.be" (nr. 14912)

03.01 David Geerts (sp.a-spirit): De koepels van de verschillende jeugdraden stellen in hun memorandum vast dat de federale wetgever nog steeds een grote invloed heeft op het jeugdbeleid, ondanks de regionalisering ervan. De jongerenorganisaties zouden daarom graag een gesprekspartner van de federale overheid worden en vragen een interdepartementaal contactpunt.

Heeft de staatssecretaris al overlegd met de verschillende koepels of met JCLUB en wat zijn de resultaten daarvan? Is er een contactpunt op het kabinet dat zich bezighoudt met de implicaties van het beleid voor jongeren?

03.02 Staatssecretaris Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Ik heb met veel aandacht het memorandum gelezen. Ik juich het toe dat de drie jeugdkoepels zich hebben verenigd, waardoor hun stem luider zal klinken. De koepel erkent dat er tijdens deze regeerperiode inspanningen zijn geleverd voor administratieve vereenvoudiging, maar voegt daaraan toe dat er nog veel werk is. Zij dringt aan op een heuse minister voor administratieve vereenvoudiging in de volgende regeerperiode.

Deze regering nam heel wat maatregelen die rechtstreeks of onrechtstreeks een invloed hadden op het jeugdwerk. Wat mijn bevoegdheid betreft werd er steeds vooraf overleg gepleegd. Op 14 december 2005 heb ik vergaderd met de Vereniging van de Vlaamse Jeugddiensten en Consulanten, de Vlaamse Federatie van Jeugdhuizen, KLJ, JeF, het Steunpunt Jeugd en Fuifpunt.

Er werd met deze organisaties eveneens overlegd om initiatieven van de regering of het Parlement bij te sturen inzake administratieve vereenvoudiging. Dat heeft geleid tot de afschaffing van de tapvergunning voor gelegenheidsslijterijen, de vereenvoudiging van de wet inzake de ambulante handel en de aanpassing van de vrijwilligerswet.

In mijn beleidscel heeft iedere expert zijn eigen bevoegdheid. Ieder voorstel wordt vooraf getoetst met de betrokken doelgroepen.

03.03 David Geerts (sp.a-spirit): Ik ben het ermee eens dat er al veel goede maatregelen werden genomen. Ik pleit echter ook voor een gestructureerd interdepartementaal overleg, want er is nog steeds een aantal federale bevoegdheden.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Patrick De Groote aan de staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de eerste minister over "de administratieve vereenvoudiging" (nr. 15008)

04.01 Patrick De Groote (N-VA): In een persartikel van 7 maart 2007 nodigt de staatssecretaris iedereen uit om het Kafka-museum op zijn kabinet te bezoeken. Hij zou tijdens de voorbije vier jaar meer dan tweehonderd wetten hebben afgeschaft, wat zou leiden tot een kwart minder bureaucratie en 1,7 miljard euro minder lasten.

Hoe werd dit berekend? Kan de staatssecretaris een overzicht geven van de vereenvoudigde of afgeschafte wetten en de financiële impact daarvan? Wat is de winst per doelgroep?

04.02 Staatssecretaris Vincent Van Quickenborne (Nederlands): De cijfers zijn gebaseerd op de studie van het Federaal Planbureau uit 2005, waaruit is gebleken dat de administratieve lastendruk op twee jaar tijd met 25 procent is gedaald, of een vermindering van 1,7 miljard euro. Deze studie en de methodologie staan op de website van het Planbureau en op mijn website.

Alle beloftes inzake vereenvoudiging uit het regeerakkoord van juli 2003 zijn gerealiseerd. Daarenboven heb ik meer dan tweehonderd concrete vereenvoudigingen gerealiseerd. Dit overzicht kan men consulteren op de webstek.

Er zal een meetbureau worden opgericht, dat in mei operationeel zal zijn. Dit bureau zal de impact van de vereenvoudiging meten, zoals de Europese Raad dat vroeg naar aanleiding van de top van 8 en 9 maart.

04.03 Patrick De Groote (N-VA): Ik stel mij hier toch vragen bij. De artsen bijvoorbeeld klagen over de wetswijzigingen van minister Demotte.

De Vlaamse regering meet bij elk goedgekeurd besluit de administratieve lasten en de financiële impact. De cijfers van het Federaal Planbureau zijn niet concreet genoeg. Het wijst er zelf op dat het enkel om een raming gaat. De staatssecretaris weet dat en zal daarom het meetbureau oprichten.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de eerste minister over "het beroep dat werd gedaan op het advocatenkantoor van ULB-professor Marc Uyttendaele" (nr. 15029)

05.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Op 27 februari heb ik aan alle regeringsleden schriftelijk de vraag gesteld of zij de laatste vier jaar een beroep hebben gedaan op het advocatenkantoor van professor Uyttendaele uit Brussel en hoeveel dit heeft gekost. Ik kreeg nog geen antwoord van de staatssecretaris, vandaar dat ik de vraag nu mondeling stel.

05.02 Staatssecretaris Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Tijdens deze regeerperiode hebben mijn diensten geen beroep gedaan op het bewuste advocatenkantoor.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het verlies van een radioactieve kobalt-60-bron in december 2006" (nr. 14655)

06.01 Muriel Gerkens (ECOLO): Op 19 december jongstleden werd het Federaal Agentschap voor de Nucleaire Controle op de hoogte gebracht van het verlies van een radioactieve kobalt-60-bron die door een onderneming in Seraing in het staalproductieproces wordt gebruikt. Dezelfde dag nog werden er veiligheidsmaatregelen getroffen. Op 20 december werd hierover op de website van het agentschap een informatiedossier geplaatst.

Tot heden werd er geen nieuwe informatie op de site van het FANC geplaatst. Wat is er precies aan de

hand? Werd de kobalt-60-staaf inmiddels teruggevonden? Heeft men een verklaring voor het verdwijnen van die radioactieve bron? Welke maatregelen zijn nog steeds van kracht?

06.02 Minister **Patrick Dewael** (Frans): Op 19 december 2006 hebben de politie en het Agentschap zich ter plaatse begeven om het nodige te doen om de radioactieve bron te localiseren en om de site te beveiligen. Het Arbeidsauditoraat en het parket van Luik werden op de hoogte gehouden. Het Arbeidsauditoraat is ook ter plaatse gekomen. De uitbater heeft beslist om de site te evacueren en om de toegang tot de site te verhinderen.

Het Agentschap en het erkend organisme AIB Vinçotte Controleatom (AVC) hebben aan het Arbeidsauditoraat de nodige technische bijstand verleend.

Op 22 december 2006 werd de toelating gegeven om de werkzaamheden op de site te hervatten, met uitzondering van het werken met de bronnen. De toelating om met de bronnen te werken werd verleend op 4 januari 2007.

Op de dag van vandaag werd de kobalt-60 staaf nog niet teruggevonden. Het parket zet zijn onderzoek verder.

Het is nog niet geweten waarom de staaf verdwenen is.

De uitbater heeft voor het bedrijfspersoneel een opleiding georganiseerd over het gevaar van ioniserende bestralingen. Hij heeft een extern bedrijf gevraagd de containers van de bronnen terug vlekkeloos te doen werken, hij zal het slot van de kluis waar de bronnen in bewaard worden laten veranderen en de frequentie van de controles opdrijven.

De uitbater onderzoekt bovendien de mogelijkheid om de radioactieve bronnen beter te identificeren.

06.03 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Het is verontrustend dat men niet weet wat er met de kobalt-60 staaf gebeurd is maar de informatie- en beschermingsmechanismen hebben goed gewerkt.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de cannabisplantages" (nr. 14793)**

07.01 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Volgens de makers van het programma *Telefacts* is er in België geen gestructureerde controle op cannabisplantages, in tegenstelling tot Nederland waar er om de twee weken acties zouden zijn om plantages op te rollen.

Kan de minister cijfers geven over het aantal opgerolde plantages in ons land, opgesplitst per streek? Bestaat er in ons land een gestructureerde aanpak van dit fenomeen, met regelmatige controles zoals in Nederland?

07.02 Minister **Patrick Dewael** (Nederlands): De opgerolde cannabisplantages worden door de federale politie ingedeeld in vijf categorieën: de miniplantages (2-49 planten), kleinschalige plantages (50-499), middelgrote plantages (500-999 planten), grootschalige plantages (duizend planten en meer) en 'installaties zonder verdere informatie'.

De meeste plantages worden nog steeds aangetroffen in de grensstreek. De plantages verder van de grens behoren meestal tot de categorie miniplantages. Het fenomeen doet zich dus nog steeds vooral in het noorden van het land voor en de bendes achter de plantages zijn ook meestal afkomstig uit Nederland.

De zonale veiligheidsplannen maken hier meestal een prioriteit van, zeker in de grensstreek met Nederland. De meeste plantages worden dan ook niet toevallig ontdekt, maar als gevolg van spoorwerk.

De centrale dienst Drugs van de federale politie probeert een beeld te krijgen van het fenomeen over heel het grondgebied, zodat er verbanden kunnen worden gelegd tussen onderzoeken in verschillende arrondissementen. Er wordt ook samengewerkt met de netbeheerders en de elektriciteitsleveranciers om uitschieters in het elektriciteitsverbruik op te sporen, aangezien dit een ernstige aanwijzing kan zijn voor de

aanwezigheid van een plantage. Ook de samenwerking met de brandweer en OVAM wordt verder op punt gesteld.

Cruciaal is echter de internationale samenwerking, in het bijzonder met de Nederlandse politie. Alleen in internationaal verband kan dit fenomeen met succes worden aangepakt. Er wordt op diverse vlakken samengewerkt met de Nederlandse politie. Op het vlak van het beleid vermeld ik in de eerste plaats het Beneluxverdrag van 2004 inzake politionele samenwerking, dat trouwens model heeft gestaan voor het Schengen III-verdrag dat binnenkort in België in werking kan treden. Er is ook het gemeenschappelijk politiecommissariaat in Heerlen en het Bureau voor Euregionale samenwerking in Maastricht, dat vooral de justitiële samenwerking moet vergemakkelijken.

Dank zij al deze initiatieven is er in de voorbije jaren een steeds betere samenwerking gegroeid tussen de Belgische en de Nederlandse politie, zowel structureel als in het kader van concrete onderzoeken. Er zijn ook gezamenlijke acties met joint hit teams op het getouw gezet.

De samenwerking is zo hecht geworden dat de politionele en justitiële autoriteiten tot een gemeenschappelijk veiligheidsplan voor de Euregio willen komen, waarin drugs zeker een prioriteit zal zijn. Als politie en justitie grensoverschrijdend dezelfde prioriteiten hebben en die prioritaire problemen gemeenschappelijk aanpakken, zal dit zeker resultaten opleveren.

07.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Dit probleem toont nogmaals aan dat ons veiligheidsbeleid steeds internationaler wordt.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de toegang tot de nooddiensten voor mensen met een auditieve handicap" (nr. 14813)

08.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): De minister heeft mij in 2006 meegedeeld dat men van plan was een informaticasysteem aan te schaffen dat het mogelijk zou maken om sms-berichten te versturen en dat de toegankelijkheid van de hulpdiensten bestudeerd werd in het kader van de besprekingen over de integratie van de nummers 100 en 101 in het uniek nummer 112.

Wat is de stand van zaken in dit dossier?

08.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Vooraleer we van start kunnen gaan met een sms-dienst voor doven en slechthorenden, moeten we beschikken over correcte lokalisatiegegevens.

Op dit ogenblik wordt de laatste hand gelegd aan het reglementair kader dat de operatoren zal verplichten om de locatie van een oproep of sms-bericht bekend te maken aan de hulpdiensten. Minister Van den Bossche is ter zake bevoegd.

In afwachting van dit systeem, kunnen de doven en slechthorenden al gebruik maken van de dovenfax.

08.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): Ik zal minister Van den Bossche ook ondervragen over de stand van zaken. Ik hoop in elk geval dat het systeem snel operationeel zal zijn van zodra het reglementair kader in orde is.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het advies van de politieraad van de zone Lermes over de verlenging van het mandaat van de zonechef" (nr. 14644)

09.01 Denis Ducarme (MR): Met de beslissing om het mandaat van de zonechef te verlengen, gaat de politieraad van Lermes in tegen het verslag van de evaluatiecommissie. De nieuwe leden van de politieraad

van de MR hebben tegen die verlenging gestemd. De betrokkene leidt de zone niet enkel op een omstreden manier, hij is ook onterecht afwezig en kan moeilijk met mensen omgaan. Bovendien lijkt hij te geloven in "marginale" verschijnselen. Zo zou hij vrezen voor een tsunami – in de streek van Thuin! – en zou hij bijgevolg zijn teams paraat hebben gehouden.

Ter wille van de veiligheid van de inwoners van die zone, vinden wij dat men een persoon die dergelijk gedrag vertoont niet opnieuw vertrouwen mag schenken.

Heeft u het advies van de procureur-generaal over dat dossier ontvangen? Zal u daar binnenkort een standpunt over innemen?

09.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Ik vind het niet opportuun me uit te spreken over de grond van de aanvraag tot hernieuwing van het mandaat van die korpschef, aangezien het administratieve dossier nog niet volledig is onderzocht. Op 15 en 20 maart jongstleden heb ik de gemotiveerde adviezen van de procureurs-generaal bij de Hoven van beroep van Bergen en Henegouwen ontvangen. Die adviezen zijn negatief. Een dezer zal de administratie me het dossier overmaken waarna ik een beslissing zal nemen.

09.03 **Denis Ducarme** (MR): Ik dring erop aan dat men de toestand niet zou laten aanslepen. Die persoon, wiens gezag niet langer wordt aanvaard, staat thans nog steeds voor het beheer van die zone in.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Jean-Claude Maene aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de eerste balans van 'eCops' " (nr. 14828)**

10.01 **Jean-Claude Maene** (PS): Sinds januari kunnen de internetgebruikers via de website www.ecops.be allerlei misdrijven aan de federale politie melden. Op het internet worden tal van misdrijven gepleegd, zoals ik onlangs nog op de blog van Proximus heb kunnen vaststellen.

Over welke middelen beschikt die dienst? Hoeveel misdrijven werden er reeds gemeld? Om welk soort misdrijven gaat het? Werden die misdrijven aan de Federal computer crime unit (FCCU) doorgegeven? Welk gevolg heeft die dienst eraan gegeven?

10.02 Minister **Patrick Dewael**: De afdeling "internetopsporingen" van de FCCU is samengesteld uit 2,5 FTE – "betrekkingen van operationeel politiepersoneel" – voor de opvolging van dergelijke meldingen op de site [ecops](http://ecops.be).

Twee informatici van de FCCU zijn verantwoordelijk voor de technische uitwerking van het [ecops](http://ecops.be) systeem. De computeruitrusting bestaat uit een webserver, een verbindingsserver, een databaseserver en een UPS-back-upsysteem voor in geval van een stroomonderbreking.

Tot op heden heeft men 2.461 meldingen ontvangen, waarvan er 402 bestemd waren voor de FOD Economie – illegale reclame, spam en illegale handelspraktijken; 2059 meldingen waren bestemd voor de Federal Computer Crime Unit.

Ik kan u een tabel overmaken met enkele cijfers over de meldingen, maar die niet noodzakelijkerwijs geleid hebben tot het vaststellen van een inbreuk.

Alle meldingen werden overgemaakt aan de FCCU, die de website [ecops](http://ecops.be) beheert op technisch vlak.

De meldingen waarvoor de FOD Economie bevoegd is, werden automatisch aan die diensten overgemaakt. De meldingen waarvoor de FCCU bevoegd is worden behandeld door de onderzoekers van de afdeling "internetopsporingen".

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van de heer Mohammed Boukourna aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de problematiek van de Afghansen zonder papieren die in hongerstaking zijn in Brussel" (nr. 14646)**

11.01 **Mohammed Boukourna** (PS): Een groep mensen zonder papieren afkomstig uit Afghanistan hebben hun hongerstaking die ze op 5 maart waren begonnen, stopgezet en hebben een ontmoeting met uw vertegenwoordiger gehad.

Die sans-papiers eisen dat de Belgische overheid Afghanistan als een land in staat van oorlog erkent zodat hun terugkeer onmogelijk is. Het is toch niet normaal dat de minister van Buitenlandse Zaken Afghanistan niet als een onstabiel en onveilig land beschouwt.

Na de hongerstaking in 2003 had de minister van Binnenlandse Zaken een omzendbrief uitgevaardigd op grond waarvan aan alle Afghanen die vóór 1 januari 2003 waren aangekomen, om de zes maanden een tijdelijk verblijfsrecht werd toegekend en hun toestand na een verblijf van drie of vier jaar in België geregulariseerd werd.

Mijnheer de minister, welke uitweg biedt u deze sans-papiers aan?

Kan u ons verzekeren dat Afghanistan door de Belgische overheid wel degelijk als een land in staat van oorlog wordt beschouwd dat bijgevolg de veiligheid van zijn onderdanen niet kan waarborgen?

Verwijst de datum van 1 januari 2003 in de omzendbrief van de regering naar een wijziging in de toestand van dat land die een veilige terugkeer van de vluchtelingen zou rechtvaardigen?

Hoe luidt uw antwoord aan de Afghaanse onderdanen die een aanvraag hebben ingediend om in ons land te mogen verblijven?

11.02 Minister **Patrick Dewael** (Frans): De toestand in Afghanistan varieert sterk van streek tot streek. Afhankelijk van de streek van herkomst van de Afghaanse vluchteling, beslist het Commissariaat-generaal of de persoon een gevaar voor ernstige aantasting van zijn persoonlijke integriteit loopt. De personen afkomstig van een veilige regio komen niet in aanmerking voor de status van tijdelijke bescherming.

De bescherming sui generis die in het verleden aan de Afghaanse onderdanen werd voorgesteld, is niet langer noodzakelijk, aangezien de wet sinds oktober 2006 in een bijzonder statuut voorziet. Ik zal niet zwichten voor de chantage van personen die diverse acties ondernemen om een verblijftitel af te dwingen. Ik stel vast dat de rede intussen de bovenhand heeft gehaald, aangezien de Afghaanse onderdanen hun actie hebben stopgezet.

11.03 **Mohammed Boukourna** (PS): Er kunnen zich nog zo'n gevallen voordoen.

Het is niet zeker dat de Afghaanse regio's die vandaag als veilig kunnen worden bestempeld, morgen nog steeds rustig zullen zijn.

Sommige van die vluchtelingen leven al zestien of zeventien jaar in ons land en kunnen dus erg ontworteld zijn.

Die dossiers zouden mijns inziens vanuit humanitair oogpunt kunnen worden benaderd.

Die versnippering van het recht op subsidiaire bescherming dient te worden herzien in het licht van de gewijzigde omstandigheden in Afghanistan.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14899 van de heer Jo Vandeurzen wordt uitgesteld.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de identificatiekaart van de veiligheidsagenten" (nr. 14914)

12.01 **Jacqueline Galant** (MR): Iedereen mag zich inschrijven voor een opleiding als bewakingsagent, maar om door een bewakingsdienst of –onderneming in dienst te kunnen worden genomen, is een accrediteringskaart noodzakelijk. Met een prijskaartje van duizend tot tweeduizend euro gaat het om een erg dure opleiding. Aangezien de uitreiking van de kaart niet altijd probleemloos verloopt en tijdrovend is, blijven bewakingsagenten die de nodige opleiding genoten, soms werkloos.

Er wordt een moraliteitsonderzoek uitgevoerd voor de kaart wordt uitgereikt, maar na de opleiding; zou het niet logischer zijn dat onderzoek in een vroeger stadium te laten plaatsvinden dan eens de persoon op het punt staat in dienst te worden genomen? Bovendien slaagt een aantal ondernemingen die bevoorrechte betrekkingen hebben met bepaalde politici er blijkbaar sneller in hun kaarten te bemachtigen! Ik hoop dat iedereen op gelijke voet wordt behandeld wanneer het erop aankomt die identificatiekaarten te bekomen.

12.02 Minister **Patrick Dewael** (Frans): Kandidaat-bewakingsagenten leggen voor 95 procent het volgende traject af: kandidaatstelling bij een bewakingsfirma of een interne bewakingsdienst, gevolgd door opleiding in een erkend centrum op kosten van de firma. Na de opleiding vraagt de firma een identificatiekaart aan mijn diensten. Als de betrokkene bij de politiediensten bekendstaat voor feiten die onverenigbaar zijn met zijn functie, wordt een onderzoek ingesteld waarna de kaart wordt afgeleverd of geweigerd.

Om te voorkomen dat kandidaat-bewakingsagenten heel dat traject doorlopen zonder uiteindelijk een kaart te bekomen, bepaalt de wet dat het bedrijf bij de administratie kan informeren of ze een onderzoek naar de kandidaten ('prescreening') overweegt. Over het algemeen beantwoordt de administratie die vraag binnen de 24 uur.

Erg weinig firma's weigeren de opleidingskosten, die trouwens via het systeem van het tijdskrediet worden gefinancierd, ten laste te nemen. Die firma's eisen dan ook kandidaten die reeds een diploma bezitten en waarvan dus geen 'prescreening' mogelijk is.

Bovendien moeten alle opleidingscentra de kandidaten vóór hun inschrijving over de toegangsvoorwaarden tot het beroep informeren, om te voorkomen dat ze op eigen kosten de opleiding zouden volgen zonder te weten welke arbeidskansen die hen biedt.

12.03 Jacqueline Galant (MR): Als de bewakingsfirma de agent aanneemt en een opleiding laat volgen, is het absurd dat deze er niet zeker van kan zijn dat hij uiteindelijk een identificatiekaart zal krijgen. In het andere geval is het even absurd. Er moet al een eerste onderzoek worden gevoerd als de betrokkene zich kandidaat stelt. Het is onzinnig om het moraliteitsonderzoek pas uit te voeren na de opleiding, die voor sommige personen maar liefst 2.000 euro kost!

Bovendien moet worden nagegaan of er geen voorrechten worden toegekend. In mijn streek hebben sommige werkgevers die identificatiekaarten veel sneller gekregen dan andere. Ik dring erop aan dat u die dienst wat beter in het oog zou houden!

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Joseph Arens aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie" (nr. 14964)

13.01 Joseph Arens (cdH): Het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie bepaalt dat het effectief van het administratief en logistiek personeel in een eerste fase acht procent van het effectief van het operationeel personeel moet bedragen en vervolgens naar vijftien tot twintig procent van het effectief van het operationeel personeel moet evolueren. Bijlage twee van voornoemd besluit vermeldt het minimaal effectief van dat personeel voor elke zone, bijlage een doet hetzelfde voor het operationeel personeel.

De rondzendbrief houdende administratieve vereenvoudiging van 1 december 2006 bepaalt dat, om het operationeel personeel zoveel mogelijk van administratieve taken te ontlasten, de zones tot een doorgedreven 'calogisering' kunnen overgaan; de administratieve opdrachten kunnen rationaliseren; akkoorden met de magistratuur, de gerechtsdeurwaarders en de bestuurlijke overheden kunnen sluiten; en niet-politionele taken naar externe partners kunnen doorschuiven.

Zones die meer blauw op straat willen, kozen voor de eerste optie. Er is echter geen enkele financiering vanwege het federale niveau gepland om die zones het minimaal effectief bepaald in bijlage twee van het besluit te helpen bereiken. Voorziet u in een federale ondersteuning van de zones die bijkomend Calog-personeel aanwerven in het kader van de opdrachten die in de laatste rondzendbrief houdende administratieve vereenvoudiging zijn vermeld?

13.02 Minister Patrick Dewael (Frans): De manier waarop u de zaken voorstelt klopt toch niet helemaal.

De federale dotatie bevat wel degelijk een bedrag voor het administratief en logistiek kader, weliswaar kleiner dan voor het operationeel kader, maar toch voldoende. Dat bedrag vertegenwoordigt het equivalent van het aantal administratieve beambten van de vroegere rijkswachtbrigades. Het burgerlijk personeel van de vroegere gemeentepolitie werd reeds door de steden en gemeenten vergoed en kan bijgevolg niet beschouwd worden als een meerkost veroorzaakt door de politiehervorming. Het klopt dus niet dat de federale dotatie niet voorziet in de financiering van het Calog-personeel.

U verwijst naar de omzendbrief CP2, die de zones aanzet om hun burgerlijk personeelsbestand te verhogen. Het is niet de bedoeling om het operationeel personeel te behouden en het kader van het Calog-personeel uit te breiden, maar om de operationele personeelsleden die administratieve functies innemen te vervangen door burgers. We kunnen dit doen door posten vrij te maken bij pensioneringen, maar ook door

politie mensen terug te sturen naar het echte politiewerk op het terrein. Bij de federale politie werd die operatie minutieus uitgevoerd met behoud van een in aantal identiek personeelsbestand. Die operatie heeft zelfs een besparing opgeleverd, want een politieman kost meer dan een burgerlijke werkracht. De CP2 biedt nu net een leidraad waarmee het mogelijk wordt om efficiënter te werken dankzij een organisatorisch ontwikkelingsmodel.

Ik heb bovendien verschillende initiatieven genomen om de impact van de federale politie en het operationeel karakter van de lokale politie te verhogen. U kent deze maatregelen die zullen zorgen voor meer blauw op straat.

Ten slotte herinner ik eraan dat tijdens de debatten van eind 2002 begin 2003 die op verzoek van 137 politiezones hebben plaatsgevonden, de financiering van burgerpersoneel geen aanleiding tot opmerkingen heeft gegeven. Zonder de politiehervorming hadden de gemeenten ook rekening moeten houden met de indexverhoging, de verhoging van de loonschalen van het burgerpersoneel, de eisen van de bevolking, enz.

Ik zie dus niet in waarom er nieuwe federale steun moet komen voor de formatie van het burgerpersoneel van de lokale politie.

13.03 Joseph Arens (cdH): Wij zitten niet op dezelfde golflengte. Een politiezone met 100 politie mensen, zoals die van Aarlen, zal van 8 naar 16 procent moeten gaan. Er zullen dus onvermijdelijk bijkomende agenten in dienst moeten worden genomen.

U zegt dat de administratieve krachten opnieuw op straat zullen kunnen worden ingezet. Maar als zij vandaag administratief werk verrichten, dan is dat omdat zij gezondheidsproblemen hebben. De operatie kan nagenoeg onmogelijk worden gerealiseerd. Die circulaire heeft kwalijke effecten.

13.04 Minister Patrick Dewael (Frans): Ik ben het niet eens met uw berekeningswijze. We hebben berekeningen uitgevoerd volgens de nieuwe methode om aan te tonen dat men het aantal operationele krachten op straat met minder kosten zou kunnen optrekken.

13.05 Joseph Arens (cdH): In mijn zone is de toestand net omgekeerd. Dat kan ik u garanderen!

13.06 Minister Patrick Dewael (Frans): In dat geval zal ik u een bezoek moeten brengen.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Éric Libert aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het gebruik van de talen door de dienst Vreemdelingenzaken" (nr. 14890)

14.01 Éric Libert (MR): Een Algerijn heeft bij de Belgische ambassade in Algiers een in het Frans opgestelde visumaanvraag ingediend. Die persoon heeft expliciet gevraagd dat de procedure in het Frans zou verlopen. Onze ambassade heeft hem op grond van een beslissing van de Dienst Vreemdelingenzaken een weigering betekend. Die beslissing was evenwel in het Nederlands opgesteld. Blijkbaar gaat het hier om een inbreuk op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Welke maatregelen zal u nemen om dergelijke situaties te voorkomen?

14.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Ik heb beslist om het team dat de visumaanvragen voor een kort verblijf behandelt, te versterken. Zo hoop ik te verhinderen dat mijn diensten de regels inzake het taalgebruik aan hun laars zouden lappen en dat de feiten waar u het over heeft, zich opnieuw zouden voordoen.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van de heer Dylan Casaer aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het gebruik van cruise control" (nr. 14983)

15.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Sinds april 2004 kunnen wegbeheerders borden plaatsen die cruise control voor vrachtwagens verbieden. Uit een antwoord op een schriftelijke vraag bleek dat er geen controles worden uitgevoerd op de naleving van dat verbod.

Waarom worden er geen controles uitgevoerd? Kan de installatie van een black box soelaas bieden?

15.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De politie kan onmogelijk nagaan of een bestuurder zijn cruise control heeft aanstaan of niet. Zelfs als de politie de chauffeur doet stoppen, dan kan die probleemloos de cruise control uitschakelen.

Het installeren van een black box kan een oplossing bieden voor dit probleem. Het al dan niet verplicht invoeren van een dergelijk toestel is een bevoegdheid van mijn collega van Mobiliteit.

15.03 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Ik zal het aan de minister van Mobiliteit vragen. Als er borden geplaatst worden, dan gaat men er toch vanuit dat de naleving ervan gecontroleerd wordt.

Het incident is gesloten.

16 **Vraag van de heer Dylan Casaer aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "straatracers" (nr. 15085)**

16.01 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): De voorbije weken viel er weer een aantal zware ongevallen tengevolge van straatraces te bespeuren.

Is er een globale politieaanpak van dit fenomeen? Kan er niet extra gepatrouilleerd worden op populaire raceplekken?

Volgens kenners is Wallonië een tot in het buitenland bekende vrijzone voor straatracers. Kunnen de bevoegde diensten daar meer controleren?

16.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen de georganiseerde straatraces en de individuele races.

In het eerste geval bestaat er een globale aanpak door de politiediensten. De lokale en de federale politie werken hecht samen, waardoor ons land nu door organisatoren wordt vermeden.

Bij onvoorspelbare en individuele races kunnen de politiediensten enkel punctueel optreden.

De wegcode verbiedt alle snelheidswedstrijden op de openbare weg zonder voorafgaande en schriftelijke toelating. Op autosnelwegen zijn ze sowieso verboden.

Misschien is Wallonië aantrekkelijker voor racers, maar het is geen vrijplaats. Autorally's worden in beide Gewesten georganiseerd en ik kan enkel aanbevelingen geven voor supralokale wedstrijden.

Preventieacties kaderen volledig in het veiligheidsbeleid van de lokale overheden. De burgemeester is krachtens de nieuwe gemeentewet verantwoordelijk voor veilig verkeer op de openbare wegen in zijn gemeente. Het is dus de bevoegdheid van de lokale overheden om preventief en repressief op te treden.

16.03 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Ik kan bevestigen dat de politie goed optreedt bij straatraces als de Gumballrace. Mochten er nog andere races zijn, dan zal ik de minister op de hoogte brengen.

Het incident is gesloten.

17 **Vraag van de heer Dylan Casaer aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de subsidieregeling inzake methadonverstrekking" (nr. 15086)**

17.01 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): In Aalst loopt een drugbegeleidingsproject, *Traject*, dat methadon verstrekt aan 25 zware druggebruikers. In het verleden kreeg het subsidies via het veiligheids- en preventiecontract van de stad met de federale regering. In de toekomst zouden de middelen van Volksgezondheid moeten komen, maar de deadline om een subsidieaanvraag in te dienen, is verstreken. Er dreigt dus een periode

zonder middelen.

Klopt het dat de middelen van Volksgezondheid moeten komen? Welke overbruggingsmogelijkheden kunnen er voor Traject en andere initiatieven worden gevonden?

17.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Volgens artikel 11 van het ministerieel besluit over de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010 is het niet de bedoeling om druggerelateerde maatschappelijke overlast aan te pakken met primaire preventie of een medisch-therapeutische benadering. Binnenlandse Zaken is niet bevoegd om methadonverstrekking te subsidiëren. Sinds de federale beleidsnota Drugs van toenmalig minister Aalvoet werd dit meermaals gesignaleerd. Ik zal een rondzendbrief verspreiden om dat nogmaals te verduidelijken. De heer Casaer zal hierover minister Demotte moeten aanspreken.

17.03 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Uiteraard moeten we de bevoegdheden respecteren. Moet ik dan aan minister Demotte vragen hoe de subsidiëring zal worden geregeld in de overgangsfase?

17.04 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Mijn departement heeft zeker al sinds 2001 geen subsidies gegeven voor methadonverstrekking.

17.05 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Dan klopt mijn informatie niet.

Het incident is gesloten.

18 Vraag van de heer Dylan Casaer aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "lessen inzake preventie in scholen" (nr. 15087)

18.01 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Door een aantal recente maatregelen zou de politie niet langer voordrachten over preventie kunnen geven in scholen. Klopt deze informatie? Wat is de reden? Zijn er oplossingen mogelijk?

18.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Het politiebeleid is erop gericht om personeel en middelen zoveel mogelijk aan te wenden voor de kerntaken. Ik heb daar opnieuw aan herinnerd in een rondzendbrief van 1 december 2006. Daarin staat enkel dat voordrachten in scholen moeten passen in een bepaald kader. Zo moet de medewerking van de politie een meerwaarde bieden. De lessen moeten inhoudelijk correct zijn en op een didactisch verantwoorde manier worden gegeven. Daarnaast moeten de pedagogische activiteiten passen in de politieplannen en moet het gaan om een samenwerking tussen de politie en de onderwijswereld. In elk geval zijn de lessen bijkomend en mogen ze geen vermindering van de operationele activiteiten veroorzaken.

Deze principes sluiten aan bij mijn initiatief om contactpersonen aan te wijzen, zodat er een ontspannen verhouding ontstaat tussen politie en scholen. Af en toe kan een les door de politie die verstandhouding bevorderen.

18.03 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Dat is een positief antwoord. Binnen een bepaald kader moet de politie inderdaad nog lessen kunnen geven in scholen.

Het incident is gesloten.

19 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "een klacht van een agent van de lokale politie van de zone Beringen-Ham-Tessenderlo tegen een gemeenteraadslid van het Vlaams Belang" (nr. 14944)

19.01 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang): Op 29 maart werd een gemeenteraadslid van het Vlaams Belang in Beringen door de federale gerechtelijke politie ondervraagd na een klacht van een agent van de lokale politie van de zone Beringen-Ham-Tessenderlo, die was aangesteld om tijdens de vergadering van de gemeenteraad de orde te handhaven. Hij beweert dat het betrokken gemeenteraadslid het optreden van de

lokale politie zou vergeleken hebben met praktijken van Hitler. Naar aanleiding van een incident met jongeren van Turkse afkomst, die joodse tieners met stenen hadden bekogeld, wilde het raadslid een joods gedenkteken oprichten.

Hoe oordeelt de minister over het feit dat een agent die tijdens de gemeenteraad de orde moet handhaven, een klacht indient tegen een raadslid? Waarom heeft hij geen contact opgenomen met het raadslid om de strekking van de uitspraken te verifiëren? Klopt het dat de agent gehuwd is met een dame die in het verleden kandidaat was op een sp.a-gemeenteraadslijst? Wanneer werd de klacht ingediend? Had de agent dienst op het ogenblik van het formuleren van zijn klacht?

Heeft die agent eerst een overste gecontacteerd? Klopt het dat de klacht mee gebaseerd is op de nog niet goedgekeurde notulen van de vergadering van 12 maart 2007? Wat is het standpunt van de burgemeester van Beringen?

19.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Omdat deze vraag over een lokale aangelegenheid gaat, moet de heer Schoofs in de eerste plaats de burgemeester en de procureur bevragen. De federale politie van Hasselt is inderdaad belast met het acteren van een verklaring van de betrokken agent en het gemeenteraadslid.

Het verstrekken van nadere informatie in verband met dat gerechtelijk dossier behoort tot de bevoegdheid van de gerechtelijke overheid of van de minister van Justitie. Het standpunt van de burgemeester van Beringen moet de heer Schoofs aan hemzelf vragen.

Politieambtenaren hebben het recht om een klacht in te dienen tegen misdrijven, ook al gebeuren die tijdens de uitoefening van hun job.

19.03 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang): Daarstraks zei de minister nog dat de politie geen taken moet uitvoeren die anderen beter kunnen. Vermits de andere raadsleden niet gerepliceerd hebben op de uitspraken, denk ik dat deze agent zijn boekje te buiten is gegaan. Ik hoop dat we hier geen precedent creëren. De korpsoversten moeten niet te lichtzinnig ingaan op klachten van een individuele agent, die politieke banden heeft met een bepaalde partij.

19.04 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Daarover zal het gerecht moeten oordelen en niet de minister van Binnenlandse Zaken.

19.05 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang): Maar de minister van Binnenlandse Zaken kan wel nagaan in welke mate de politie haar bevoegdheden uitoefent.

Het incident is gesloten.

20 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de plannen om vier nieuwe brandweerkorpsen te installeren in de provincie Limburg" (nr. 14945)**

20.01 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang): De gouverneur van Limburg heeft een aantal weken geleden gepleit voor de oprichting van vier extra voorposten van de brandweer in de gemeenten Voeren, Helchteren, Borgloon en Neerpelt. In die laatste gemeente zou de voorpost in 2010 operationeel moeten zijn.

Kan de minister daar wat meer uitleg over geven? Wat is de stand van zaken wat betreft de brandweerkazerne van Neerpelt? Hoe zit het met die aangekondigde voorposten in Voeren, Helchteren en Borgloon? Wanneer zouden zij operationeel worden? Hoeveel zal dit kosten?

20.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Er is een overeenkomst gesloten met de gemeente Neerpelt om er een voorpost van de brandweer van Lommel op te richten. De aanbesteding voor de gebouwen is opgestart. In Lommel wordt er gewerkt aan de uitbreiding van het personeelskader.

Er bestaan inderdaad ook plannen om voorposten op te richten in de gemeenten Voeren, Houthalen-Helchteren en Borgloon. Tussen de gemeenten Voeren en Bilzen is er al een overeenkomst gesloten. Over

de voorpost in Houthalen is er enkel overleg geweest tussen Houthalen en Genk, zonder dat er juridische verbintenissen zijn aangegaan. In Borgloon bestaat alleen nog maar een intentie om een voorpost op te richten van de brandweer van Tongeren.

Om de voorpost in Voeren te kunnen realiseren, moet de gemeente eerst uit de gewestelijke groep van Herve worden gehaald en in die van Bilzen worden ondergebracht. Daartoe moeten de gouverneurs van Luik en Limburg hun besluit tot vaststelling van de betrokken gewestelijke groepen wijzigen. Daarna zullen de gerekruteerde brandweervrijwilligers gedurende een jaar een opleiding moeten volgen. Er zijn al overeenkomsten gesloten met de Nederlandse buurgemeente om gedurende de overgangsperiode gratis brandweershulp te bieden. Wanneer alles gunstig verloopt, kan de voorpost in Voeren tegen eind 2008 operationeel kan zijn.

De besprekingen over de voorposten van Houthalen-Helchteren en Borgloon zijn momenteel opgeschort, omdat men de hervorming van de civiele veiligheid wil afwachten om de creatie en financiering van de voorpost over te laten aan de brandweertzones met rechtspersoonlijkheid.

Mijn administratie oefent geen specifiek administratief toezicht uit op de budgetten van de gemeentelijke brandweer, zodat ik niet over cijfers of ramingen beschik voor de creatie van deze vier voorposten.

In het kader van de hervormingen werden er wel ramingen gemaakt van de kostprijs van het oprichten van een brandweervoorpost. Die werd geraamd op 1,58 miljoen euro, inclusief de aankoop van de grond, de bouw van de kazerne en de aankoop van rollend materieel en uitrusting.

20.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang): De 'primeur' van de gouverneur was dus blijkbaar toch voorbarig. Als ik het goed begrijp heeft de federale overheid weinig inbreng en moet een en ander vooral tussen de provincie en de gemeenten geregeld worden?

20.04 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Dat klopt.

Het incident is gesloten.

21 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het beroep dat werd gedaan op het advocatenkantoor van ULB-professor Marc Uyttendaele" (nr. 15034)

21.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Deze vraag heb ik op 27 februari schriftelijk aan alle regeringsleden gesteld. Van minister Dewael kreeg ik nog geen antwoord.

Kan de minister meedelen hoe vaak hij in de periode 2003-2006 een beroep heeft gedaan op de diensten van het advocatenkantoor Uyttendaele, Gérard & Associés? Kan hij het bedrag meedelen dat aan dit kantoor werd betaald?

21.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): In de periode 2003-2006 heeft de juridische dienst van mijn departement tweemaal een beroep gedaan op het bewuste kantoor. Het is niet aan mij om het bedrag bekend te maken dat aan dat kantoor werd uitbetaald.

21.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Dat laatste verbaast mij, aangezien zelfs minister Onkelinx mij die bedragen niet heeft willen verhelen. Alleen de minister van Defensie heeft ook geweigerd op die vraag te antwoorden, maar hij heeft mij tenminste nog naar het Rekenhof verwezen. Op politieke vragen kan de minister antwoorden zoals hij dat gepast acht, maar op vragen naar objectieve gegevens moet hij correct antwoorden. Ik zal dit bij de Kamervoorzitter aankaarten.

Het incident is gesloten.

22 Vraag van de heer Jean-Marc Nollet aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de exploitatieveiligheid van het IRE" (nr. 15103)

22.01 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO): Na uw brief van 13 maart blijf ik op mijn honger met betrekking tot uw uitleg over de behandeling van de afwijkingen. Kan u preciseren wat die "risico's in verband met de productie" behelzen?

Waar kunnen de gegevens met betrekking tot de schoorsteenuitstoot worden geraadpleegd?

In uw brief geeft u aan dat de toegestane maximale uitstootwaarden sinds 2000 niet werden overschreden. Ik zou willen weten hoe dat zit sinds 1990, zowel op het niveau van de meetstations als wat de schoorsteenuitstoot betreft.

Momenteel worden enkel toegestane jaarlijkse maximumwaarden voor de meetstations vastgelegd. Op de site kan men echter vaststellen dat het Federaal Agentschap ijkpunten om de zestig of tien minuten hanteert. Kan u erop toezien dat die maximale uurwaarden worden vastgesteld? Het is wat makkelijk om naar jaarlijkse toegestane maximale waarden te verwijzen, want in dat geval worden de waarden gecumuleerd.

De evolutie van de op de site van het Federaal Agentschap en de site van TELERAD gehanteerde referenties doet vraagtekens rijzen: terwijl een overschrijding op 11 januari 2006 aanleiding gaf tot een vermelding "overschrijding van niveau 1", gaf dezelfde soort overschrijding op 12 juni aanleiding tot de vermelding "uitstoot gecontroleerd door het IRE".

Graag kreeg ik een volledig overzicht van de gebruikte aantekeningen.

Op de site vinden we, naast een bepaalde waarde, de aantekening dat deze nog wordt geverifieerd. Het gaat echter om een gegeven van 22 maart 2006! Het lijkt me niet echt ideaal wanneer het dertien maanden moet duren voor een informatie in het domein van de nucleaire veiligheid wordt gevalideerd.

Met de uitstoot die samenhangt met de productie kan vooraf rekening worden gehouden. Ik zou u dus willen vragen op de site voorafgaandelijk de dagen en de uren van die uitstoot te publiceren.

Hoe staat het met het recente onderzoek met betrekking tot de studie naar de gevolgen voor de gezondheid van de herhaalde blootstelling aan een lage dosis ioniserend gas?

22.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Een afwijking vormt een anomalie ten opzichte van een verwacht resultaat tijdens de normale werking van een installatie en rechtvaardigt een onderzoek waarbij er gebreken aan het licht kunnen komen. In dat geval moeten er correcties worden aangebracht.

In uw vraag geeft u niet aan van welke soort gegevens u wil weten of ze toegankelijk zijn.

De uitbater moet een inventaris opstellen van de vloeibare en gasvormige radioactieve uitstoot die vervolgens via de verslagen van het erkende organisme aan het federaal agentschap wordt bezorgd. Die gegevens die eveneens in het veiligheidsverslag van het IRE zijn opgenomen, kunnen op aanvraag bij het federaal agentschap geraadpleegd worden.

De toegelaten grenswaarden worden opgegeven voor het punt waar de afvalstoffen in het milieu terechtkomen. Voor het IRE is dat de top van de schoorsteen van gebouw 4. Op de meetpunten staat er geen specifieke limiet, tenzij de blootstellingsgrens aan artificiële stralingsbronnen voor het publiek.

Het Telerad-netwerk is slechts in 1998 in werking getreden en de waarden worden pas sinds 2002 elektronisch gearchiveerd. Het agentschap zal u de gegevens voor de jaren 1990 tot 2000 bezorgen.

Voor de blootstelling van het publiek bestaat er enkel een jaarlijks maximum. Er werden niettemin relatief lage alarmniveaus vastgelegd opdat de experts van wacht onmiddellijk in actie zouden komen. Wanneer een alarmdrempel wordt overschreden, volgt er onmiddellijk een evaluatie van de mogelijke oorzaak en het stralingsrisico, en worden er bepaalde acties ondernomen, wat zelfs kan betekenen dat het nucleaire rampenplan wordt afgekondigd.

Met het oog op meer transparantie heeft het Agentschap in mei 2006 besloten om op de website geval per geval te verduidelijken waarom de alarmdrempel werd overschreden. Eén en ander wordt toegelicht van

zodra het dosisdebiet tweemaal de waarde van het achtergrondgeluid overschrijdt, ofwel 200 nano-sievert gedurende één uur.

Het informaticasysteem dat tot dan toe in gebruik was bracht de aantekening van "waarden die nagegaan worden" in verband met ongeldige of ontbrekende gegevens. Sinds mei 2006 is er een nieuw systeem. Dit verschaft een duidelijke en samenhangende toelichting zowel bij die gegevens als bij het overschrijden van de alarmdrempels. Die werkwijze werd niet met terugwerkende kracht toegepast, maar ik heb aan het Agentschap gevraagd om dat recht te zetten.

Deze informatie is niet beschikbaar voor de specialisten van het Agentschap die van wacht zijn. Ofschoon die productiefases regelmatig en voorspelbaar zijn, kunnen ze toch om verschillende en met name technische redenen afwijkingen vertonen ten opzichte van het tijdschema. Bovendien hangt de blootstellinggraad niet enkel samen met de hoeveelheid vrijgekomen radioactiviteit maar ook met de weersomstandigheden die het traject van de vrijgekomen radioactiviteit en zijn verdunning zullen bepalen.

Aangezien een dergelijke routine-uitstoot van radioactiviteit geen noemenswaardig gevaar inhoudt voor de volksgezondheid, is er geen enkele reden om welke beschermingsmaatregel dan ook te nemen; als de bevolking moet beschermd worden tegen een uitstoot van radioactiviteit, zal het nucleaire noodplan worden afgekondigd, op basis van de metingen van het TELERAD-netwerk of van een melding aan de overheid door een exploitant.

De gevolgen voor de gezondheid van de blootstelling aan lage dosissen ioniserende straling worden nog steeds besproken en onderzocht op het internationale niveau. Dit vraagstuk zal opnieuw aan bod komen in het zevende Europees kaderprogramma voor onderzoek en ontwikkeling, waarbij onze instellingen zullen worden betrokken. Wat het recente onderzoek betreft, kan ik verwijzen naar de Europese studie waarin wordt bevestigd dat er een risico op blootstelling aan radon bestaat, zelfs in huiselijke kring.

22.03 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Ik betreur dat die verduidelijkingen niet rechtstreeks toegankelijk zijn, meer bepaald op de site van TELERAD.

U heeft gezegd dat de informatie met betrekking tot de uitstoot aan de schouw kan worden opgevraagd bij het Federaal Agentschap. Het zou interessant zijn mochten we rechtstreeks toegang hebben tot die gegevens.

Ik betreur voorts dat u geen antwoord heeft kunnen geven op mijn vragen met betrekking tot de jaren 1998 tot 2000. Wanneer u zegt dat zich sinds 2000 geen problemen voordeden, willen wij graag weten hoe het voordien stond.

Het zou eveneens interessant zijn de informatie dat het alarm van het meetstation in werking treedt wanneer het achtergrondgeluid verdubbelt, te publiceren.

Ik herhaal ten slotte mijn vraag de geplande productiedagen vooraf kenbaar te maken en vooral de gevolgen voor de gezondheid van de herhaalde blootstelling aan een uitstoot in een lage dosis voort te bestuderen.

Het incident is gesloten.

23 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de uitwijzingen van niet-repatrieerbare vreemdelingen" (nr. 14904)

23.01 Nahima Lanjri (CD&V): Ongeveer honderd Bhutanen voerden onlangs actie omdat ze niet terug kunnen naar hun land van herkomst. Er zijn vanuit ons land geen rechtstreekse vluchten en de betrokkenen hebben geen papieren om via andere landen naar Bhutan terug te keren.

Welke maatregelen neemt de minister om een oplossing te vinden? Ook de aangepaste vreemdelingenwet maakt het niet mogelijk in gevallen als deze een tijdelijke verblijfsvergunning toe te kennen. Is de minister bereid de wet alsnog aan te passen?

23.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Een vreemdeling die beweert om redenen onafhankelijk van zijn wil niet te kunnen terugkeren naar zijn land van herkomst, moet kunnen aantonen dat hij een onderdaan is van dat land. Zonder nationaliteitsbewijs is immers geen controle mogelijk. Heeft de betrokkene geen bewijs, dan moet hij er alles aan doen om het te verkrijgen bij zijn diplomatieke vertegenwoordiging. In Genève is er een Bhutaanse ambassade. Blijkt dat de vreemdeling inderdaad niet kan terugkeren, dan kan een verblijfsmachtiging worden toegestaan op basis van artikel 9bis. De nieuwe wet voorziet dus wel degelijk in een oplossing. Ik ben niet bereid te voorzien in specifieke regels per nationaliteit. De wetgeving moet voor elke vreemdeling op gelijke wijze worden toegepast.

Mevrouw Lanjri blijft aandringen op een speciaal regime voor wie beweert niet naar het land van herkomst te kunnen terugkeren. Telkens wanneer een vreemdeling zegt zijn identiteit niet te kunnen bewijzen, wil ze dus automatisch een verblijfsmachtiging laten toekennen. Ik deel dat standpunt geenszins. Mijn diensten hebben trouwens vastgesteld dat nogal wat mensen die beweren uit Bhutan te komen, Nepalese onderdanen zijn.

23.03 **Nahima Lanjri** (CD&V): De wet voorziet inderdaad in subsidiaire bescherming. Ik begrijp best dat misbruik moet worden uitgesloten, maar ik had het over mensen die écht niet terug kunnen. Ik dring enkel aan op een tijdelijk verblijfsstatuut voor wie niet kan worden verwijderd en daar zelf niets kan aan doen.

23.04 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Als de betrokkenen bijvoorbeeld hun papieren kwijtraken maar wel meewerken met onze diensten om de identificatie mogelijk te maken, merken we meteen of ze van goede wil zijn. Sommigen beweren echter dat er geen papieren zijn en dat ze niet kunnen worden geïdentificeerd en verwijderd, maar naderhand stellen we wel bedrieglijk opzet vast. Wat bedoelt mevrouw Lanjri overigens met 'niet verwijderbaar'? Personen zijn altijd verwijderbaar.

23.05 **Nahima Lanjri** (CD&V): Soms is er geen rechtstreekse vlucht naar het land en ontbreekt een doorgangsbewijs om via een naburig land te reizen. Ik weet wel dat het om uitzonderingen gaat, maar ze bestaan.

23.06 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Ik ga niet in op concrete gevallen, ik heb het enkel over principes. Ik beweer enkel dat sommigen niet meewerken aan de identificatie. Als we papieren moeten geven aan iedereen die beweert niet verwijderbaar te zijn, zal de lijst lang zijn. Is dat de politiek die mevrouw Lanjri wil?

23.07 **Nahima Lanjri** (CD&V): Neen.

Ik heb het wel degelijk over die groep van mensen die volgens de dienst Vreemdelingenzaken wel heeft meegewerkt, niet over degenen die fraude wilden plegen.

23.08 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Ik heb, zoals ik dat steeds doe bij dit soort vragen, in algemene termen geantwoord.

23.09 **Nahima Lanjri** (CD&V): Mijn vraag ging over een welbepaalde groep.

23.10 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Ik denk dat mijn antwoord duidelijk was, maar misschien heeft mevrouw Lanjri mij niet begrepen omdat zij tijdens mijn antwoord aan het telefoneren was. (*Protest van mevrouw Lanjri*)

Het incident is gesloten.

24 **Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de aanpak van de schijnhuwelijken" (nr. 14905)**

24.01 **Nahima Lanjri** (CD&V): Ik wijs al langer op de noodzaak van een gecoördineerde aanpak van de schijnhuwelijken. Zo moeten de diensten van de burgerlijke stand in de gemeenten niet alleen samenwerken met de dienst Vreemdelingenzaken (DVZ), maar moet er ook een link zijn met Justitie. De registratie van de schijnhuwelijken moet op termijn resulteren in een gemeenschappelijke databank die door alle betrokken

diensten kan worden geraadpleegd. Dit zal alleszins al het 'huwelijkshoppen' tussen de verschillende gemeenten tegengaan.

In de rondzendbrief van 13 september 2005 wordt bepaald dat de ambtenaar van burgerlijke stand die geconfronteerd wordt met een poging om een schijnhuwelijk af te sluiten, de DVZ hiervan op de hoogte moet brengen. Als echter een ambtenaar of het parket geconfronteerd wordt met een effectief afgesloten schijnhuwelijk, is er vreemd genoeg geen meldingsplicht ten aanzien van de DVZ.

Kan de rondzendbrief niet worden aangepast zodat ook het bewezen schijnhuwelijk moet gemeld worden aan de DVZ? Is er al overleg gepleegd met de minister van Justitie om de parketten hiertoe te verplichten? Nu blijkt dat het ene parket de zaak wel meldt, het andere parket dan weer niet.

Kan de DVZ de betrapte vreemdeling onmiddellijk repatriëren?

Hoeveel gevallen van effectieve schijnhuwelijken en pogingen daartoe werden er in 2005 en 2006 aan de DVZ gemeld? In hoeveel gevallen volgde hierop een uitwijzing?

Zijn er concrete plannen voor het oprichten van een centrale databank van schijnhuwelijken?

24.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De vaststelling van een schijnhuwelijk leidt nooit automatisch tot de afgifte van een bevel het grondgebied te verlaten en een daaropvolgende repatriëring. Indien de betrokkene al een definitief verblijfsrecht heeft verkregen, staat de vreemdelingenwet dit immers niet toe. Uitwijzing is daarentegen wel mogelijk als het schijnhuwelijk werd vernietigd door de rechtbank van eerste aanleg. Het is ook niet uitgesloten dat een betrokkene een verblijfsrecht kan doen gelden om bijvoorbeeld humanitaire of medische redenen. Het is bijgevolg niet opportuun om systematisch informatie over een vermoedelijk schijnhuwelijk door te geven aan de DVZ als het huwelijk al voltrokken is en de betrokken vreemdeling een verblijfsvergunning heeft. De huidige procedure voor gezinshereniging maakt het niet mogelijk om de vastgestelde misbruiken efficiënt te bestrijden.

Na de inwerkingtreding van de wet van 15 september 2006 komt in deze situatie verandering. Er wordt in eerste instantie een tijdelijk verblijfsrecht van drie jaar toegekend aan de vreemdeling die een huwelijk heeft afgesloten in toepassing van artikel 10. Dit tijdelijke verblijfsrecht kan worden beëindigd indien in deze periode wordt vastgesteld dat de hoofdvoorwaarden voor gezinshereniging niet langer vervuld zijn, zoals bij echtscheiding of de afwezigheid van een werkelijk gezinsleven.

Inzake het aantal pogingen tot het afsluiten van een schijnhuwelijk gelden voor de jaren 2004, 2005 en 2006 respectievelijk volgende cijfers: 1343, 2247 en 5474. De cijfers inzake het aantal gevallen waarbij de parketten de DVZ om informatie vragen om te evalueren of het opportuun is een procedure tot nietigverklaring van het huwelijk te starten voor de rechtbank van eerste aanleg, zijn voor de jaren 2004, 2005 en 2006 als volgt 1267, 985 en 877.

Er zijn geen gegevens beschikbaar over het aantal uitwijzingen dat volgde op de nietigverklaring van een huwelijk.

De dienst Opsporingen van de DVZ beschikt over zeer betrouwbare gegevens met betrekking tot het fenomeen van de schijnhuwelijken.

24.03 **Nahima Lanjri** (CD&V): Ik betreur dat niet alle gevallen van nietig verklaarde schijnhuwelijken door de parketten aan de DVZ worden doorspeeld. Er is duidelijk nood aan een betere coördinatie tussen de DVZ en de parketten en aan een verplichte communicatie over de effectieve schijnhuwelijken. De nieuwe wet is een stap in de goede richting, maar ik vind dat de zaak ook sluitend moet worden gemaakt voor alle gevallen die dateren van voor de inwerkingtreding van de nieuwe wet op 1 april 2007.

Het incident is gesloten.

25 **Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de 'verdachte' regularisatiedossiers" (nr. 15119)**

25.01 Nahima Lanjri (CD&V): Naar verluidt zou de dienst Vreemdelingenzaken (DVZ) een aantal vroegere regularisatiedossiers opnieuw onderzoeken. Het zou gaan om enkele honderden dossiers waarin fouten zijn geslopen, zoals een verkeerde spelling van een naam of personen die een valse identiteit hebben opgegeven.

Hoe zullen deze dossiers worden onderzocht? Hoeveel werden er al onderzocht? Wat zijn de gevolgen voor de betrokkenen? Zal dit ook repercussies hebben voor hun naturalisatiedossiers? Wat met personen die ondertussen al de Belgische nationaliteit hebben gekregen, maar waarvan blijkt dat de regularisatie frauduleus is verlopen?

25.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): De DVZ heeft inderdaad vastgesteld dat een groot aantal vreemdelingen verblijfsdocumenten heeft ontvangen waarop hun identiteit niet correct werd weergegeven. Het gaat nu al om een zeshonderdtal dossiers, maar er komen er elke dag bij. Die gevallen worden onderzocht waarvoor de politie of de gemeentelijke administratie problemen heeft gemeld. Het is materieel niet mogelijk om systematisch alle dossiers te onderzoeken van de vreemdelingen die een verblijfsvergunning hebben verworven in toepassing van de vreemdelingenwet of de wet van 22 december 1999.

In principe kan een verblijfsdocument slechts worden afgeleverd na voorlegging van een nationale identiteitskaart of een paspoort. De commissie Regularisatie heeft het begrip identiteitsbewijs echter ruim geïnterpreteerd waardoor ook minder betrouwbare documenten in aanmerking werden genomen. Dit heeft voor de problemen van vandaag gezorgd. Daarnaast zijn er ook gevallen waarin de DVZ een verblijfsmachtiging toestaat onder voorwaarde van het voorleggen van geldige identiteitsdocumenten. Ook hier wordt regelmatig vastgesteld dat sommige vreemdelingen, bijvoorbeeld in het kader van een asielpprocedure, een andere identiteit opgeven.

Er zijn bij dit nieuwe onderzoek twee soorten dossiers betrokken. In een aantal dossiers is er een spelfout of een kleine materiële vergissing geslopen, vaak het gevolg van de omzetting van Arabische of cyrillische lettertekens naar ons alfabet. Hierbij kan men niet van fraude spreken. Die fouten worden administratief gecorrigeerd.

In een aantal andere gevallen heeft de aanvrager overduidelijk een valse identiteit aangenomen. De vaststelling hiervan heeft een dubbel gevolg. Het parket zal onmiddellijk op de hoogte worden gebracht en in elk afzonderlijk geval zullen mijn diensten oordelen of een intrekking van de afgeleverde verblijfstitel vereist is. Indien het bedrog van doorslaggevende aard blijkt geweest te zijn, dan wordt overgegaan tot de intrekking. Deze dossiers zullen door de DVZ aan mijn diensten worden voorgelegd.

Voor de vraag over de vervallenverklaring van de Belgische nationaliteit verwijs ik mevrouw Lanjri naar de minister van Justitie.

Het incident is gesloten.

26 Vraag van de heer Stijn Bex aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het statuut van subsidiaire bescherming" (nr. 15112)

26.01 Stijn Bex (sp.a-spirit): Een van de belangrijkste wijzigingen aan het vreemdelingenrecht in deze zittingsperiode is de invoering van het statuut van subsidiaire bescherming. Dat bestond al in embryonale vorm in de niet-terugleidingsclausule. De bescherming wordt toegekend door de commissaris-generaal voor de vluchtelingen.

Subsidiaire bescherming kan men op twee manieren bekomen. Wie over een niet-terugleidingsclausule beschikt, kan een eenvoudig verzoek bij de gemeente indienen. In de praktijk blijkt dat gemeenten de procedure niet goed kennen. Ofwel bekomt men ze door een nieuwe asielaanvraag in te dienen bij de DKV.

De minister antwoordde aan een collega dat het bestaan van het subsidiair beschermingsstatuut door de vreemdeling niet kan worden aangevoerd als nieuw element. Artikel 77, paragraaf 2 van de wet van 15

september 2006 bevat nochtans een zinsnede die suggereert dat dat wel zo is.

Hoeveel mensen kregen een verblijfsstatuut op basis van subsidiaire bescherming? Hoeveel daarvan hadden al een niet-terugleidingsclausule? Uit welke landen komen ze? Op basis van welk wettelijk criterium kregen ze de bescherming? Als het om willekeurig geweld ging, op basis van welke criteria kwamen de betrokken landen van herkomst in aanmerking?

Hoeveel van het totale aantal aanvragen gebeurde via de gemeente? Hoe werden de gemeenten ingelicht over dit nieuwe statuut? Plant de minister nog initiatieven om de gemeenten beter in te lichten?

Op welke manier moet de zinsnede na het woord 'tenzij' in bovengenoemd wetsartikel worden opgevat?

De commissaris-generaal beslist over wie subsidiaire bescherming krijgt en wie niet. Wat kunnen parlementsleden die het niet met hem eens zijn nog doen? Kan de minister nog ter verantwoording worden geroepen?

26.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Er kregen 346 vreemdelingen de subsidiaire beschermingsstatus. Daarvan hadden 260 personen de niet-terugleidingsclausule aan de oude wet overgehouden.

Het merendeel van de mensen die dit statuut krijgen, komt uit Irak, Eritrea en Somalië. Ook aan mensen uit Soedan, Ivoorkust, Afghanistan, de Russische federatie en Servië-Montenegro werd het toegekend.

In tien gevallen werd de status toegekend wegens gevaar voor foltering of onmenselijke en vernederende behandelingen. In 76 gevallen werd de status toegekend aan een vreemdeling die aan willekeurig geweld ten prooi kon vallen door een gewapend conflict in eigen land.

Subsidiaire bescherming wordt niet toegekend omdat men uit een bepaald land afkomstig is. Alleen als de aanvrager kan aantonen een reëel risico op ernstige schade te lopen, wordt het overwogen. Een gewapend conflict in het land van herkomst voldoet dus niet als reden. Anderzijds hoeven die mensen niet noodzakelijk aan te tonen dat ze binnen het gewapend conflict ook nog eens persoonlijk geviséerd worden. Wel moeten ze hun identiteit en afkomst kunnen aantonen en wordt ook nagegaan of er geen vluchtalternatieven in het land van herkomst zijn. De situatie in de belangrijkste conflictzones ter wereld wordt voortdurend door de asielinstanties geëvalueerd om hun beleid up to date te houden.

Tussen oktober 2006 en maart 2007 kregen de gemeenten 652 aanvragen. In 278 gevallen bleek de betrokkene niet te voldoen aan de overgangsbepalingen die in de wet staan.

De gemeenten werden tijdig ingelicht via een rondzendbrief van oktober 2006. Deze rondzendbrief volstaat om de overgangsregeling correct toe te passen. Treedt de volledige nieuwe wet in voege, dan zullen er bijkomende initiatieven worden genomen om de gemeenten te informeren.

Artikel 77 paragraaf 2 van de wet van 15 september 2006 is duidelijk. Als de asielprocedure van een vreemdeling afgesloten werd voor de invoering van de subsidiaire beschermingsstatus, dan kan de loutere verwijzing naar de richtlijn, alsook de omzetting ervan in Belgisch recht, niet als een nieuw element worden beschouwd. De wet laat geen collectieve maatregel toe.

De niet-terugleidingsclausule wordt als basis gebruikt om het nieuwe beschermingsstatuut nagenoeg automatisch te verlenen. Wie niet van een dergelijke clausule genoot, kan een nieuwe aanvraag indienen, met die beperking dat hij actuele elementen moet kunnen voorleggen die aanleiding kunnen geven tot de toekenning van het statuut. Aanvoeren dat er een nieuwe wet is, is niet voldoende.

De commissaris-generaal beslist autonoom over wie subsidiaire bescherming krijgt en wie niet. Ofwel opteren we voor beslissingen door de uitvoerende macht, ofwel voor beslissingen door asielinstanties. De twee combineren kan niet. Het is aan ons, als democraten, om de beslissingen van de bevoegde persoon te

respecteren.

Het incident is gesloten.

27 Vraag van de heer Olivier Chastel aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het wettelijk kader voor de premies om politieagenten aan te trekken" (nr. 15116)

27.01 Olivier Chastel (MR): Tijdens uw bezoek aan Charleroi in het gezelschap van de eerste minister en de minister van Justitie op 26 februari jongstleden, kondigde u de invoering van een premie aan om het politiepersoneel aan te zetten naar het gerechtelijk arrondissement Charleroi te komen en er te blijven. U voegde eraan toe dat daartoe voor het nodige wettelijk kader zou worden gezorgd.

Hoe zal die wijziging van het wettelijk kader precies in zijn werk gaan? Wanneer zal u een koninklijk besluit indienen om voor de nodige wettelijke grondslag te zorgen?

27.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Mijn diensten onderzoeken of de toekenning van een specifieke toelage aan de leden van de politiezones uit het arrondissement Charleroi haalbaar is. Om het gewenste effect te bereiken moeten we goed nadenken over het bedrag van die toelage en ons de vraag stellen of ze dezelfde moet zijn voor alle zones van het arrondissement. Ik zal de tekst weldra ter bespreking aan de vakbonden voorleggen.

27.03 Olivier Chastel (MR): Ik onthoud uw interessant voorstel om de zone Charleroi een hogere premie toe te kennen dan de rest van het arrondissement. Dat zou voordelig zijn voor het hele arrondissement, en meer nog voor de zone Charleroi die met een reëel tekort kampt.

Het incident is gesloten.

De voorzitter: Vraag nr. 15062 van mevrouw Zoé Genot wordt uitgesteld.

De behandeling van de vragen eindigt om 17.23 uur.